

Direction des Études et Synthèses Économiques

G 2016 / 10

Patrimoine privé et retraite en France

**Thomas BLANCHET, Yves DUBOIS,
Anthony MARINO et Muriel ROGER**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

*Série des documents de travail
de la Direction des Études et Synthèses Économiques*

G 2016 / 10

Patrimoine privé et retraite en France

Thomas BLANCHET*, Yves DUBOIS**,
Anthony MARINO** et Muriel ROGER***

NOVEMBRE 2016

Les auteurs remercient Antoine BOZIO, Bertrand GARBINTI, Malik KOUBI, Corinne PROST, Frédérique SAVIGNAC, un rapporteur anonyme ainsi que les participants à l'École thématique Évaluation des Politiques Publiques (TEPP-CNRS) et au séminaire du Département des études économiques (Insee) pour leurs commentaires. Les erreurs et omissions qui pourraient subsister sont de notre responsabilité. Cet article ne reflète pas la position de l'Insee ni de la Banque de France et n'engage que ses auteurs.

* Ensaie-PSE

** Insee - Dese -/ Département des Études Économiques - Division « Redistribution et Politiques Sociales - Timbre G210 - 15, bd Gabriel Péri - BP 100 - 92244 MALAKOFF CEDEX

*** CES Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Banque de France

Département des Études Économiques - Timbre G201 - 15, bd Gabriel Péri - BP 100 - 92244 MALAKOFF CEDEX - France -
Tél. : 33 (1) 41 17 60 68 - Fax : 33 (1) 41 17 60 45 - CEDEX - E-mail : d3e-dg@insee.fr - Site Web Insee : <http://www.insee.fr>

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'Insee et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

Patrimoine privé et retraite en France

Résumé

Ce document mobilise l'enquête Patrimoine 2009-2010 et le modèle de microsimulation Destinie de l'Insee pour réexaminer l'ampleur des effets de substitution entre épargne privée et montant des droits à pension dans le cas français. Les comportements d'épargne sont modélisés à l'aide du modèle de Gale (1998). Les résultats mettent en évidence des comportements de substitution entre l'épargne des ménages et leurs droits à pension. L'amplitude de ces effets est sensible aux paramètres d'actualisation des agents. Un niveau plus élevé de pensions publiques induit une diminution de l'épargne retraite et une diminution de l'investissement immobilier. Ce second effet est prédominant.

Mots-clés : patrimoine, retraites, cycle de vie

Private wealth and retirement in France

Abstract

This document relies on the 2009-2010 French wealth survey (enquête Patrimoine) and the dynamic microsimulation model Destinie to reevaluate substitution effects between pension entitlements and private savings for French Households. Savings behavior is modeled after Gale (1998). Our results highlight the existence of a substitution effect between household savings and their pension. The magnitude of these effects is sensitive to the discount rate of agents. An increase in public pensions leads to a decrease in complementary pension products and real estate investment. It is this latter effect that dominates.

Keywords: Wealth, Social Security, Pensions, Life Cycle

Classification JEL : D31, D91, H55

Sommaire

Introduction	5
I - Modèle Empirique	7
II - Données et simulateur de pensions	10
<i>II.1 L'enquête Patrimoine</i>	<i>10</i>
<i>II.2 Variables dépendantes</i>	<i>10</i>
<i>II.3 Variables sociodémographiques et préférences des ménages</i>	<i>12</i>
<i>II.4 Distribution du Q de Gale</i>	<i>13</i>
<i>II.5 Simulation des pensions : le modèle Destinie</i>	<i>14</i>
III - Résultats	19
<i>III.1 Patrimoine net</i>	<i>19</i>
<i>III.2 Substitution et myopie des agents</i>	<i>20</i>
<i>III.3 Décomposition des effets de substitution en fonction des composantes du patrimoine</i>	<i>23</i>
Conclusion	27
Bibliographie	28
Annexe	30

Introduction

L'objectif de ce travail est de réexaminer l'impact des droits à retraite sur le comportement d'épargne des ménages français, à l'aide de la dernière édition de l'enquête Patrimoine et du modèle de microsimulation dynamique Destinie 2 de l'Insee qui permet d'imputer les droits à pensions. L'impact du système de retraite sur l'épargne est potentiellement important. Le modèle standard de cycle de vie (Modigliani et Brumberg, 1954) prédit, en l'absence de pensions, une période d'accumulation en début de vie afin d'obtenir un capital permettant de lisser la consommation et d'assurer la subsistance après la cessation d'activité. Dans ce modèle très simple, les droits à retraite sont un substitut parfait de l'épargne privée : un euro de droits à retraite supplémentaire réduit d'autant le montant de patrimoine. La substitution effective peut toutefois être d'une ampleur très différente du fait de la diversité des motifs d'épargne et des autres effets induits par le système de pension. Le système de retraite peut notamment conduire à des cessations d'activité plus précoces, qui renforcent le besoin d'accumulation. De plus, l'équivalent patrimonial des droits à pension, défini comme la somme actualisée des pensions de retraite, est un actif atypique. C'est un actif non liquide, ce qui peut induire une épargne plus élevée que nécessaire en début de vie quand les ménages font face à des contraintes de liquidités. Mais c'est aussi une assurance contre le risque de longévité, ce qui peut réduire l'épargne privée.

Mesurer la résultante de ces divers effets est une question empirique. Elle a fait l'objet d'une littérature abondante qui a conduit à des conclusions variées. L'utilisation de sources de données, de modélisations et de stratégies d'identification différentes amènent à des estimations allant d'un léger effet positif des pensions de retraite sur l'accumulation des ménages à une substitution totale. Les estimations sur données microéconomiques de Kotlikoff (1979) concluent à un taux de substitution avec la richesse nette supérieur à 60 % pour un indicateur des droits à pension défini comme la valeur actualisée individuelle des cotisations payées par le ménage à la date des estimations. En estimant un modèle classique d'équation de patrimoine dans lequel la richesse retraite est définie comme la valeur actualisée des droits à pension, King et Dicks-Mireaux (1983) sur données canadiennes et Hubbard (1986) sur données américaines obtiennent des valeurs 3 fois plus faibles. Gale (1998) a mis en évidence l'importance de considérer, dans les estimations empiriques, l'horizon de planification d'individus d'âges différents pour mesurer les effets de substitution. Il déduit d'un modèle simple de cycle de vie un facteur Q , permettant d'ajuster l'indicateur de richesse retraite en fonction de l'âge observé et de l'âge de départ à la retraite dans les estimations. Gale (1998), sur les données américaines du Survey of Consumer Finance, conclut que cet ajustement conduit à des niveaux de substitution plus élevés que ceux obtenus dans les estimations précédentes. Les coefficients obtenus sont parfois non significativement différents d'un cas de substitution parfaite. L'ajustement de Gale est devenu standard dans la littérature. Hurd et al. (2009) estiment des effets de substitution compris entre 23 et 44% sur les données européennes du Health and Retirement Study couplées avec les données de l'English Longitudinal Study of Ageing et les modèles de pension de l'OECD. Avec les données SHARELIFE, Alessie et al. (2013) obtiennent un effet de substitution compris entre 17 et 30 %. En utilisant une méthode par variables instrumentales Engelhardt et Kumar (2011) estiment, sur données américaines, des effets de substitution de l'ordre de 53 à 67 %. Bien que les régressions effectuées en intégrant la correction de Gale puissent tendre à sur-corriger le biais et ainsi à surestimer l'effet d'éviction (Blau 2011), la méthode fournit un cadre pertinent qui permet une comparaison des estimations des effets de substitution.

Selon les articles, les estimations sont menées à partir de différents indicateurs des droits à pension : observés, simulés ou issus des anticipations des agents. Les travaux de Chan et Stevens (2008) ont montré que si les individus réagissent aux incitations des systèmes de retraite, ils modifient leur comportement, non pas nécessairement en fonction des paramètres des systèmes, mais en fonction de la connaissance qu'ils en ont. Dans ce cadre, la littérature récente sur les comportements de départ à la retraite privilégie des variables d'anticipations des agents sur leur taux de remplacement ou leur niveau de retraite future

pour expliquer les choix de cessation d'activité en fin de carrière. Néanmoins, si l'information des ménages sur les systèmes de retraite est bonne, les variables de niveaux de pension observées, simulées ou anticipées coïncident. Il est donc important de mesurer le niveau de connaissance des populations sur leur système de retraite¹. Celui-ci est hétérogène selon les pays et les groupes de populations comme l'illustrent Gustman et Steinmeier (2004, 2005). Pour la France, Arrondel, Masson et Soulat (2013) montrent que la majorité de la population a une bonne connaissance du système, en particulier des caractéristiques principales utilisées dans le modèle de microsimulation Destinie. Les estimations seront donc réalisées en utilisant pour les droits à pension des valeurs prédites à partir de ce modèle, les anticipations des agents sur leurs droits futurs ainsi que sur la pérennité du système n'étant pas connues.

Nous nous placerons dans un cadre d'étude analogue à celui utilisé dans les travaux de recherche récents. Comme Gale (1998), nous considérons un modèle de cycle de vie dans lequel le ménage choisit, à la date initiale, sa séquence de consommation afin de maximiser son utilité intertemporelle sous sa contrainte budgétaire. Il en découle un modèle empirique permettant d'estimer l'ajustement de la richesse nette aux droits à pension. L'hétérogénéité des préférences des ménages vis-à-vis de l'accumulation et du loisir peut biaiser les estimations. Pour pallier à ce problème, nous utilisons une méthode par variables instrumentales. Afin de tester la robustesse de nos résultats, nous effectuons nos estimations en faisant varier les valeurs des paramètres du modèle sous-jacent. Nous mettons ainsi en évidence la sensibilité des résultats à la valeur des paramètres théoriques et donc la difficulté intrinsèque de mesurer l'effet d'éviction. Nous développons deux pistes complémentaires afin de compléter l'analyse. Tout d'abord, la myopie des agents étant une des justifications à l'existence d'un système de retraite obligatoire, les modèles d'accumulation de la richesse nette des ménages sont estimés sur des sous-groupes présentant des niveaux de préférence pour le présent différents. Les estimations ne mettent pas en évidence d'effets différenciés pour les sous-groupes. Nous décomposons ensuite la richesse nette en différents actifs afin d'identifier pour quel type de patrimoine se fait la substitution avec la retraite. Celle-ci a lieu principalement avec le patrimoine immobilier.

La deuxième partie de l'article est consacrée à la présentation du modèle empirique, la troisième à la présentation des données et du simulateur de pension. La quatrième présente les résultats des estimations.

¹ Des dispositifs d'information sur les droits à pension futurs (simulateurs proposés par les caisses de retraite, envoi de relevés de situation) ont été mis en place récemment dans de nombreux pays pour améliorer l'information des affiliés. C'est le cas par exemple du GIP info-retraite (<http://www.info-retraite.fr>) créé en France suite à la loi du 21 août 2003.

I - Modèle Empirique

L'article de Gale (1998) a mis en évidence l'importance d'ajuster la valeur totale des droits à retraite en fonction de l'âge lorsque l'on cherche à estimer l'effet d'éviction de la retraite sur le patrimoine des ménages. La spécification du coefficient de correction (Q de Gale) repose sur un modèle de cycle de vie simple dont les hypothèses peuvent paraître trop contraintes (substitution parfaite). L'auteur argumente toutefois que le coefficient de correction peut s'appliquer dans un cas de substitution imparfaite.

Les articles récents (Attanasio et Brugiavini 2003, Attanasio et Rohwedder 2003, Engelhardt et Kumar 2011, Alessie, Angelini et van Santen 2013) reprennent le modèle de Gale. Le modèle théorique simple sert de base aux interprétations du modèle empirique. Toutefois, les modèles estimés sont plus flexibles que la forme stricte découlant du modèle théorique simple. En effet, celui-ci ne modélise pas, par exemple, les comportements d'épargne pour des motifs de précaution ou de transmission, l'introduction de ces éléments dans le modèle théorique, en complexifiant la résolution, ne débouche pas sur des solutions analytiques simples.

Nous nous plaçons donc dans un cadre d'étude analogue à celui utilisé dans ces travaux de recherche récents. Comme Gale (1998), nous considérons un modèle dynamique standard du consommateur dans lequel le ménage choisit à la date initiale sa séquence de consommation afin de maximiser son utilité intertemporelle sous sa contrainte budgétaire. Le programme du consommateur est donné par :

$$\max_{\{C_t\}} V = \int_0^t \frac{C_t^{1-\rho}}{1-\rho} e^{-\delta t} dt$$

sous la contrainte :

$$\int_0^T C_t e^{-rt} dt \leq \int_0^R E_t e^{-rt} dt + \int_R^T B_t e^{-rt} dt$$

avec une fonction d'utilité instantanée iso-élastique, t un indice de temps ou d'âge décompté à partir de la date ou de l'âge d'entrée en activité, C_t le niveau de consommation, ρ le coefficient d'aversion relative au risque, δ la préférence pour le présent, E_t le revenu au cours de la vie active, r le taux d'intérêt supposé fixe dans le temps, B_t le niveau de pension, R l'âge de départ à la retraite, et T la durée de vie.

La résolution du programme implique :

$$C_t = C_0 e^{\left(\frac{r-\delta}{\rho}\right)t}$$

$$\text{avec } C_0 = \frac{x}{e^{xT} - 1} \left(\int_0^R E_t e^{-rt} dt + \int_R^T B_t e^{-rt} dt \right) \quad (1)$$

$$x = \frac{r-\delta}{\rho} - r$$

Pour $A < R$, la richesse hors retraite du ménage à l'âge² A , W_A , correspond à la valeur actualisée de l'épargne passée. Elle est donnée par :

$$W_A = \int_0^A (E_t - C_t) e^{r(A-t)} dt \quad (2)$$

Si l'on substitue (1) dans (2) on obtient :

$$W_A = \int_0^A E_t e^{r(A-t)} dt - Q \left[\int_0^R E_t e^{r(A-t)} dt \right] - Q \left[\int_R^T B_t e^{r(A-t)} dt \right] \quad (3)$$

avec :

$$Q = \begin{cases} \frac{e^{xA} - 1}{e^{xT} - 1} & \text{si } x \neq 0 \\ \frac{A}{T} & \text{si } x = 0 \end{cases}$$

Cette formule s'interprète facilement. À l'âge A , l'individu a consommé une fraction Q de l'ensemble de son revenu actualisé sur cycle de vie, lequel est composé à la fois du flux de revenus directs E_t entre 0 et R et du flux de droits à retraite B_t entre R et T . Son patrimoine est ainsi la différence entre les revenus E_t déjà perçus à l'âge A et cette quote-part. Il en résulte que les droits à retraite qui viennent en déduction de la richesse courante W_A ne sont pas l'ensemble des droits à retraite futurs $\int_R^T B_t e^{r(A-t)} dt$ mais uniquement la part déjà acquise de ces droits, obtenus après multiplication par ce facteur Q .

Dans le modèle de base présenté ci-dessus, la substitution entre épargne privée et retraite est considérée comme parfaite. Or, l'existence, entre autres, de contraintes de liquidités en début de vie active ou l'impossibilité d'emprunter de façon anticipée ses revenus de retraite qui rendent cette épargne illiquide impliquent une substitution imparfaite entre les deux types de patrimoine. Dans ce cas, pour une augmentation de l'équivalent patrimonial des droits à pension d'une unité, seule une fraction est allouée à la consommation, le reste étant soit consommé après le départ à la retraite, soit transmis aux héritiers. Gale (1998) montre que la correction proposée dans le cadre du modèle avec substitution parfaite reste valide.

Le modèle illustre l'importance, dans l'étude de la substitution entre épargne privée et épargne retraite, des différences d'horizon de planification en fonction de l'âge au sein des ménages et de la prise en compte des revenus sur l'ensemble du cycle de vie.

L'implémentation empirique du modèle théorique est alors donnée par :

$$W_i = \beta_0 + \beta_1 Y_i + \beta_2 P_i + \gamma X_i + u_i \quad (4)$$

avec i l'indice du ménage, Y_i la variable de revenu du ménage, P_i la variable de pension du ménage, X_i un vecteur de caractéristiques sociodémographiques et u_i le terme d'erreur.

² L'âge considéré est l'âge de la personne de référence du ménage.

Dans les estimations empiriques, les valeurs retenues pour P_i seront successivement la valeur actualisée des droits à pension $\int_R^T B_t e^{r(A-t)} dt$ (*pension* dans la suite), puis leur valeur ajustée au moyen du coefficient Q (*pension ajustée* dans la suite). Nous ferons varier les valeurs de x et r afin de tester la robustesse des estimations au choix des paramètres du modèle théorique sous-jacent.

Toujours selon la même logique, nous retiendrons deux indicateurs pour le terme de revenu Y . La somme actualisée des revenus passés (*revenu passé* dans la suite) sera utilisée conjointement avec la valeur actualisée des droits à pension. Pour l'estimation plus structurelle, avec pension ajustée à l'aide du Q de Gale, l'indicateur de revenus (*revenu total* dans la suite) sera issu de la relation (3) :

$$Y_i = \int_0^A E_t e^{r(A-t)} dt - Q \left[\int_0^R E_t e^{r(A-t)} dt \right] \quad (5)$$

Plusieurs problèmes se posent lors de l'estimation OLS du modèle empirique qui sont dus aux erreurs de mesure sur le montant de la pension et à l'hétérogénéité individuelle des préférences des ménages vis-à-vis de l'épargne. Pour éviter les biais qui en découlent, on recourra à une méthode par variables instrumentales. L'idée, analogue à celle de Engelhardt et Kumar (2011) est d'utiliser comme instrument des droits calculés pour une carrière moyenne de chaque catégorie d'individus et non pas sur la base des carrières individuelles. Dans ce cas, la variabilité issue de l'instrument est due uniquement aux spécificités (non-linéarités) des modèles de pensions et non aux différences, potentiellement endogènes, des carrières des individus.

// - Données et simulateur de pensions

II.1 L'enquête Patrimoine

Les données sont issues de l'enquête Patrimoine 2009-2010 de l'Insee. 15000 ménages ont été interrogés entre octobre 2009 et janvier 2010 sur le montant et la composition de leur patrimoine. L'enquête contient de plus un module spécifique, dont les questions ont été posées à 1/3 des ménages, afin de connaître leur aversion pour le risque et leur préférence pour le présent. Nous avons restreint notre analyse aux ménages qui ne comportent pas d'indépendants, le modèle de simulation des pensions étant moins précis pour cette sous-population. Nous avons de plus exclu les ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 60 ans car la correction de Gale ne s'applique qu'aux individus durant leur vie active. L'échantillon total est composé de 5752 ménages, dont 1887 pour le sous-échantillon du module spécifique « risque ».

II.2 Variables dépendantes

La variable dépendante principale est le *patrimoine net* du ménage. Il est défini comme la somme des actifs financiers et des actifs réels, immobiliers et professionnels, moins l'endettement du ménage. Le recensement des différents actifs et passifs est très précis dans l'enquête Patrimoine. Le *patrimoine financier* regroupe l'ensemble des montants détenus par les ménages sur les comptes de dépôts – comptes courants, livrets d'épargne -, les fonds communs de placements, les obligations et actions détenues directement par le ménage, les actifs détenus dans le cadre de régimes de retraite privés volontaires, les assurances-vie avec couverture du risque de décès, et les autres actifs financiers complexes. Nous avons défini trois variables supplémentaires détaillant des composantes spécifiques du patrimoine financier : *l'épargne retraite*, *l'assurance vie* et *les valeurs mobilières*. Le *patrimoine immobilier* est défini comme la valeur estimée à la revente par le ménage de tous ses biens immobiliers, résidence principale, résidences secondaires ou biens immobiliers de rapport. Nous avons défini une variable supplémentaire détaillant une composante spécifique : *les autres biens immobiliers*. Le patrimoine professionnel est défini de manière analogue comme la valeur estimée à la revente de tous les biens à usage professionnel détenus par le ménage³. L'enquête fournit de plus la somme des montants d'endettement privé ou professionnel, ce qui permet le calcul du patrimoine net. Tous les actifs des ménages ne présentent pas les mêmes caractéristiques, ils peuvent être plus ou moins liquides par exemple ce qui peut induire des mécanismes de substitution différenciés entre épargne privée et équivalents patrimoniaux des droits à pension. Les modèles seront donc estimés successivement sur le patrimoine net du ménage puis en prenant comme variables dépendantes le patrimoine financier et le patrimoine immobilier et leurs différentes composantes. Les montants des différentes composantes du patrimoine total sont des montants bruts, l'endettement des ménages n'ayant pas été réaffecté poste par poste.

Les tableaux 1 et 2 présentent les distributions de patrimoines pour l'ensemble de notre échantillon et pour le sous-échantillon « risque ». On constate que les distributions sont analogues.

Les montants de patrimoines de nos échantillons sont moins élevés que ceux de la population générale puisque le patrimoine brut médian en France en 2010 est estimé à 150 200 € (Chaput *et al.*, 2011). Ces différences s'expliquent par la sélection des ménages hors indépendants dont le chef de ménage est âgé de moins de 60 ans. Les deux catégories

³ L'échantillon sélectionné étant un échantillon de ménages ne comportant pas de travailleurs indépendants, cette composante est marginale.

de population exclues, indépendants et retraités, sont, pour des raisons qui diffèrent, celles qui possèdent en moyenne les plus hauts niveaux de patrimoine (Bourdieu *et al.*, 2014).

On retrouve dans le tableau 1 le résultat standard sur la forte concentration de la richesse avec une détention de patrimoine très faible dans le premier quartile et jusqu'à la médiane pour le patrimoine financier. La forte croissance du patrimoine total entre le premier quartile et la médiane s'explique par la détention de patrimoine immobilier. De façon standard, on observe une diversification de la structure du patrimoine lorsque son montant augmente (Arrondel, Roger et Savignac, 2013). Le patrimoine des ménages du premier décile est composé quasi exclusivement d'actifs financiers et de biens durables. Lorsque le patrimoine brut total s'accroît, la part du patrimoine financier et des autres biens diminue au profit de celle du patrimoine immobilier qui augmente. On observe ensuite un basculement à partir du troisième quartile avec un accroissement très net de la contribution du patrimoine professionnel et des autres biens immobiliers à la valeur totale du patrimoine des ménages.

Tableau 1 : Distributions du patrimoine des ménages

	Moyenne	Ecart-type	Q1	Médiane	Q3
Ensemble					
Patrimoine brut	182	263	9	124	270
Patrimoine net	149	240	7	71	220
Patrimoine financier	30	102	2	8	28
épargne retraite*	9	20	1	3	9
assurance vie*	23	74	2	6	19
valeurs mobilières*	26	158	1	5	18
Patrimoine immobilier*	249	183	140	208	303
résidence principale*	221	125	142	201	270
autre immobilier*	168	163	74	122	208
Sous-échantillon risque					
Patrimoine brut	176	238	9	120	262
Patrimoine net	143	214	7	65	217
Patrimoine financier	29	69	2	8	29
épargne retraite*	10	21	2	4	9
assurance vie*	20	47	2	6	19
valeurs mobilières*	23	68	1	4	15
Patrimoine immobilier*	246	176	140	205	300
résidence principale*	218	118	140	199	267
autre immobilier*	170	154	82	122	211

Source: Enquête Patrimoine INSEE 2009-2010, 5752 ménages

Note : tous les montants sont en milliers d'euros, * pour les détenteurs

Tableau 2 : Détentions des différents actif

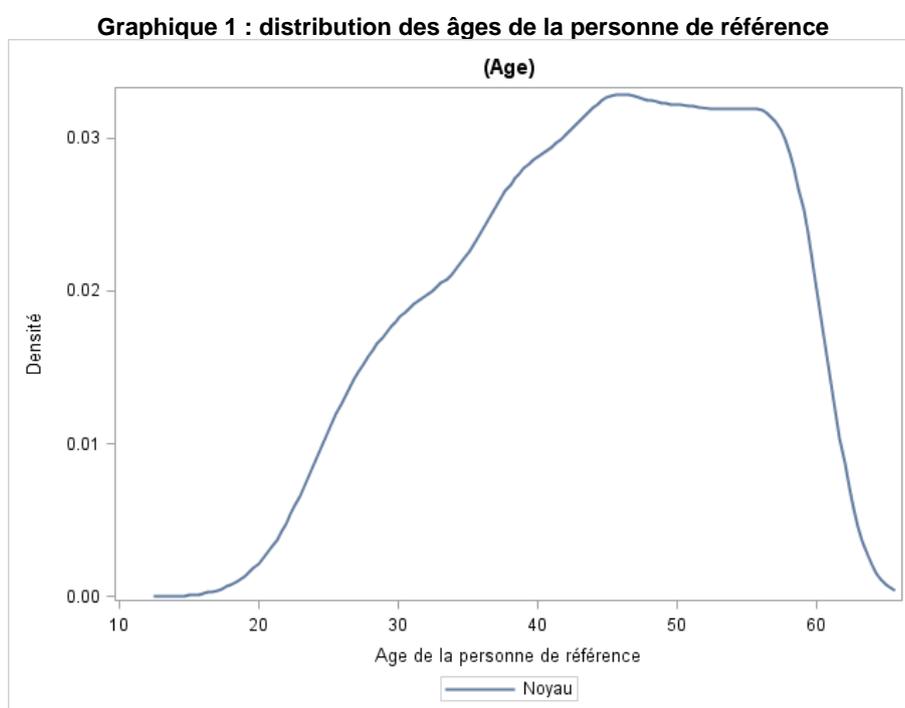
	en %
	Détention
Ensemble	
Patrimoine financier	100
épargne retraite	10,87
assurance vie	31,03
valeurs mobilières	17,63
Patrimoine immobilier	54,98
résidence principale	50,50
autre immobilier	15,01
Sous-échantillon risque	
Patrimoine financier	100
épargne retraite	10,34
assurance vie	32,30
valeurs mobilières	18,39
Patrimoine immobilier	53,87
résidence principale	49,99
autre immobilier	13,75

Source : Enquête Patrimoine INSEE 2009-2010, 5752 ménages

II.3 Variables sociodémographiques et préférences des ménages

L'ensemble des caractéristiques sociodémographiques des ménages de l'échantillon est donné en annexe 1. Nous ne présentons ici que celles qui ont une influence spécifique pour l'estimation des effets de substitution entre épargne privée et équivalent patrimonial des droits à pension.

L'âge est une variable explicative fondamentale des comportements d'accumulation des ménages dans les modèles à cycle de vie. Les ménages accumulent du patrimoine au cours de leur vie active par prévoyance (financement de la retraite, de la dépendance et pour faire face aux aléas de la vie, chômage, santé, etc.), voire pour transmettre un patrimoine à leurs descendants. Dans cette évolution du patrimoine global du ménage selon l'âge, l'immobilier joue un rôle marquant, avec des comportements fréquents d'achats de logements en début de cycle de vie. La distribution des âges des personnes de référence dans notre échantillon est donnée sur le Graphique 1. Elle est concentrée vers les 40-60 ans, à l'image de la population française



Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages

Nous n'avons qu'une faible proportion de ménages qui déclarent avoir reçu un héritage ou une donation (tableau 3). Compte tenu de l'allongement de la durée de vie, l'âge moyen au moment de l'héritage est de 50 ans ce qui peut expliquer ce phénomène. Il est néanmoins important de tenir compte de l'existence d'un héritage ou d'une donation reçue au sein du ménage dans nos estimations. En effet, lorsque l'on s'intéresse au patrimoine des ménages, c'est un élément explicatif extrêmement discriminant. Comme le montrent Garbinti *et al.* (2012), le patrimoine médian des héritiers est plus élevé que celui des autres ménages.

Tableau 3 : héritage et variable de préférences

	Fréquence	Pourcentage
A reçu un héritage ou une donation (sous échantillon risque)	250 (87)	4.35 (4.61)
Echelle de risque : à l'égard du futur		
0	106	5.62
1	34	1.80
2	56	2.97
3	100	5.30
4	103	5.46
5	595	31.53
6	150	7.95
7	216	11.45
8	254	13.46
9	65	3.44
10	208	11.02

Source : Enquête Patrimoine INSEE, ménage d'actifs hors indépendants, 5752 ménages pour l'échantillon total, 1887 ménages pour le sous-échantillon risque

La variable de préférence pour le présent (tableau 3) est directement issue des travaux d'Arrondel *et al.* (2004). Dans l'enquête Patrimoine 2009-2010, un tiers des ménages de l'échantillon ont été interrogés sur la manière dont ils évaluent leur rapport au risque. Les questions ont été posées à une personne par ménage, principalement le chef de ménage ou son conjoint. Comme détaillé dans Arrondel et Calvo-Pardo (2009), les individus étaient invités à se placer sur une échelle de préférence allant de 0 à 10⁴. On observe une forte masse en 5, point modal de la distribution et une légère concentration sur les valeurs supérieures, qui correspondent à une préférence pour le présent plus faible. Dans la suite, nous travaillerons avec une variable en 3 classes :

1 : forte préférence pour le présent regroupant les valeurs strictement inférieures à 5 ;

2 : situation médiane correspondant à la valeur 5 ;

3 : préoccupation plus importante pour l'avenir regroupant les valeurs strictement supérieures à 5.

II.4 Distribution du Q de Gale

Le Q de Gale est une fonction du coefficient d'aversion relative au risque, de la préférence pour le présent, du taux d'intérêt, de la durée de cotisation au moment où l'on observe le ménage et de la durée de vie. Par la suite, nous travaillerons sous une hypothèse d'égalité de la préférence pour le présent au taux d'intérêt⁵. On obtient alors :

$$Q = \frac{e^{-rA} - 1}{e^{-rT} - 1}$$

avec r le taux d'intérêt, A l'âge compté à partir de l'entrée en activité qui équivaut donc à la durée de cotisation et T la durée de vie simulée à l'aide du modèle Destinie de l'Insee (cf. infra).

4 La question posée est la suivante : « en matière d'attitude à l'égard du FUTUR, essayez de vous situer sur l'échelle : Entre 0 (personne vivant au jour le jour et prenant la vie comme elle vient, sans trop songer au lendemain ni se projeter dans l'avenir) et 10 (personne préoccupée par son avenir ayant des idées bien arrêtées sur ce qu'elle voudrait être ou faire plus tard) ».

5 Les résultats sont robustes aux différentes hypothèses testées et en particulier à $r \neq \delta$.

Le graphique 2 présente les distributions des Q de Gale pour trois valeurs distinctes de r comprises entre 0,02 et 0,04. Les caractéristiques individuelles sont celles de l'échantillon sélectionné dans l'enquête Patrimoine. Plus la valeur du taux d'intérêt est faible, moins la distribution de Q est concentrée vers 0 et donc plus la correction sera faible puisque le facteur correcteur devant la variable de pension se rapproche de 1.

II.5 Simulation des pensions : le modèle Destinie

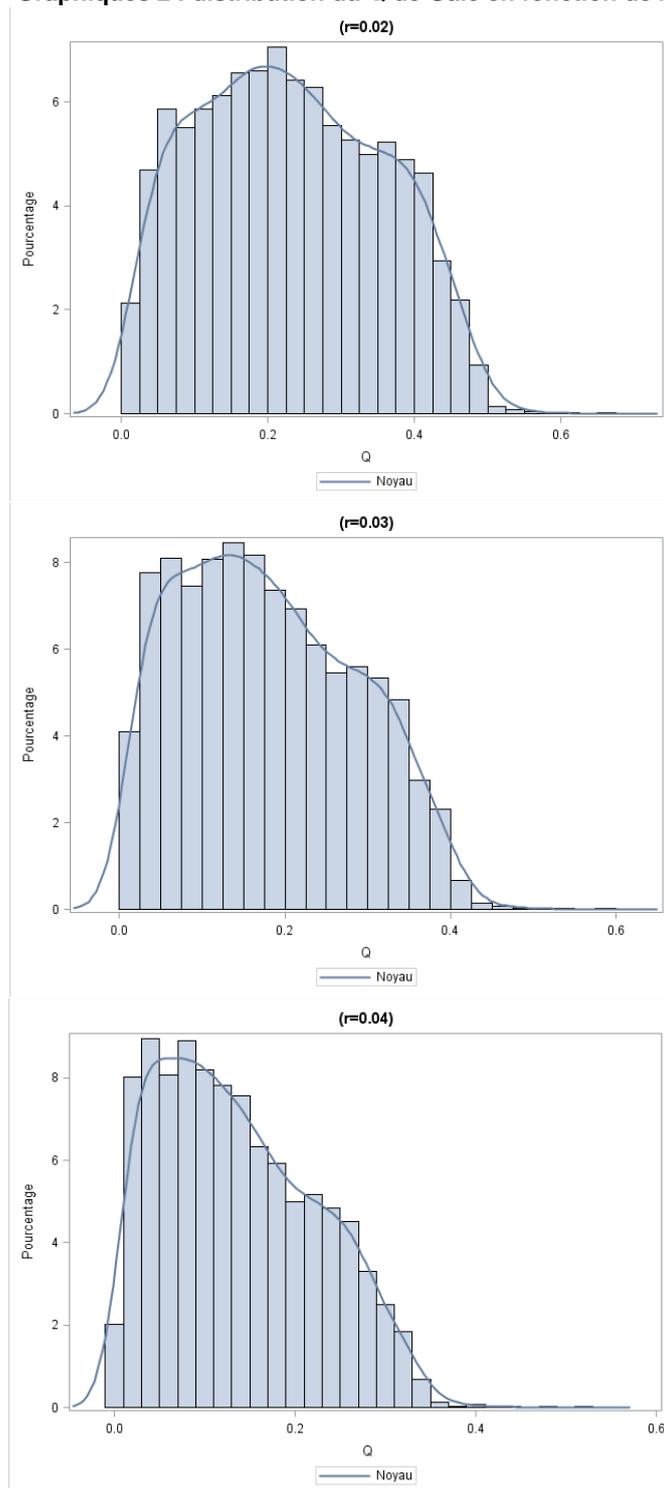
Les pensions sont simulées à l'aide du modèle de micro-simulation Destinie, développé par l'Insee depuis le milieu des années 1990. Les simulations ont été effectuées à l'aide de la version 2 du modèle (Blanchet, Buffeteau, Crenner et Le Minez 2010 ; Bachelet, Leduc et Marino 2014). Ce modèle est constitué de deux blocs séparés : un générateur de biographies démographiques et professionnelles et un simulateur de retraite qui consiste en une bibliothèque d'utilitaires permettant la construction de projections de retraites sur mesure, sur la base des biographies issues de la première étape.

Nous avons simulé les retraites en prenant comme hypothèse un départ à taux plein. Comme nous étudions l'épargne en 2009-2010, les règles appliquées pour le calcul des retraites sont celles de 2009 et l'on considère la structure démographique des ménages telle qu'observée dans l'enquête Patrimoine 2009. Concernant la carrière professionnelle, les hypothèses sont les hypothèses traditionnelles du modèle Destinie. Le modèle tire parti du fait que l'enquête Patrimoine fournit des informations sur les carrières jusqu'en 2009. Pour chaque année au-delà de l'âge de sortie du système scolaire, le statut de la personne sur le marché du travail est connu : salarié du secteur public ou privé, travailleur indépendant, chômeur, retraité ou inactif. Toutefois, les carrières salariales passées ne sont pas renseignées dans l'enquête, les séquences de salaire passées sont donc imputées à partir d'équations de salaires. Les variables microéconomiques qui déterminent le salaire sont l'âge de fin d'études, l'ancienneté dans l'emploi, introduite sous forme quadratique, et une composante stochastique incluant un effet fixe individuel et un résidu auto-corrélé. La part déterministe de ces équations est complètement différenciée entre les secteurs public et privé.

Après 2009, toutes ces informations sont projetées. Les transitions entre les états sur le marché du travail se font selon des processus markoviens de premier ordre dans lesquels les probabilités de transition sont estimées à partir des enquêtes emploi conduites par l'INSEE. Ces probabilités dépendent des caractéristiques individuelles. Conditionnellement au statut sur le marché du travail, les salaires annuels sont projetés en recourant aux mêmes équations de salaire que celles qui sont utilisées pour la reconstitution rétrospective des carrières, augmentées d'un terme représentant les progrès de productivité.

Les évolutions des salaires et les risques de chômage sont estimés à partir des données observées. S'il est difficile de considérer que les individus peuvent anticiper de façon parfaite leur trajectoire future, la manière dont les simulations sont faites est cohérente avec l'hypothèse que les agents connaissent les distributions des probabilités d'évolution de carrière ou de chômage, mais non les réalisations individuelles. Les anticipations des agents dépendent ainsi des distributions auxquelles ils font face. Le modèle Destinie prédit les carrières à partir de ces distributions.

Graphiques 2 : distribution du Q de Gale en fonction de r



Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages

Les valeurs des pensions sont simulées en prenant comme hypothèse un départ à taux plein, qui correspond à la valeur modale des choix dans le système français. La connaissance limitée des différents dispositifs alternatifs comme la surcote, la décote ou la retraite progressive (Aubert, Barthélemy et Benallah, 2012 ; COR 2013) augmente la probabilité de choix de cette modalité de départ. De plus, le taux plein est un des éléments bénéficiant d'une bonne connaissance de la part des assurés (Bridenne, 2006 ; Aubert, Barthélemy et Benallah, 2012 ; Arrondel, Masson et Soulat 2013).

Les travaux menés concluent majoritairement à une bonne connaissance du système en général, mais à une plus faible connaissance par les individus du détail de leurs droits personnels. Néanmoins, comme souligné par Benallah (2012), la mesure de la connaissance des caractéristiques individuelles des droits à pension est complexe. Les conclusions relatives à un faible niveau d'information sont généralement issues d'une comparaison avec les informations fournies par les administrations en charge des systèmes de retraite. Ces informations peuvent elle-même être incomplètes si certaines bonifications ne sont incluses que lors du calcul des droits à pension au moment de la liquidation⁶. Nous n'avons pas la possibilité d'identifier l'écart entre les valeurs des pensions prédites par le modèle et les anticipations des agents. Les résultats seront donc interprétés en considérant les valeurs prédites pour les pensions comme celles sur lesquelles les ménages basent leur choix d'épargne. Nous discuterons cette hypothèse si nécessaire.

Pour chaque personne, la valeur de la retraite à la date de liquidation est calculée à l'aide du simulateur de retraite du modèle de microsimulation. On définit ensuite la variable *pension* comme la valeur actualisée de l'ensemble des pensions reçues de la date de départ jusqu'au décès.

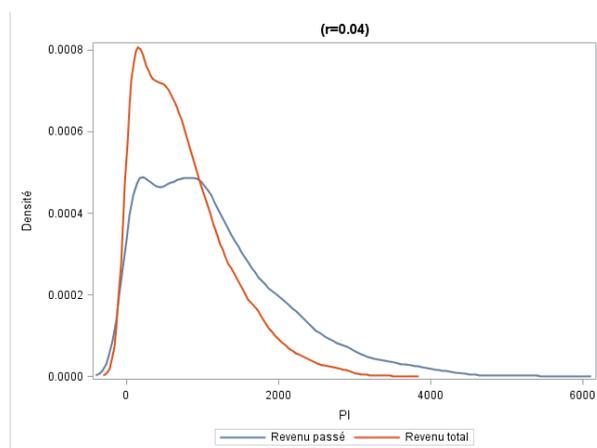
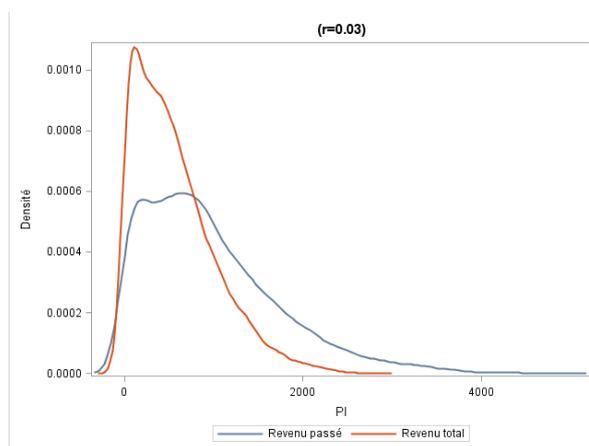
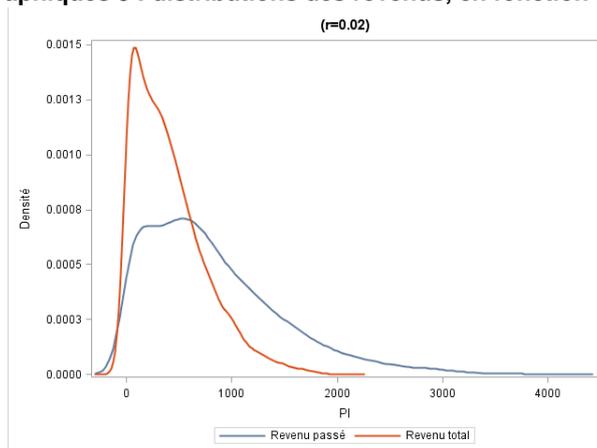
Les simulations de carrière et le calcul des pensions sont faits au niveau individuel puis agrégés au niveau du ménage et enfin actualisés en fonction de l'âge de la personne de référence dans l'enquête. Les graphiques 3 et 4 présentent les distributions des indicateurs de salaires et de pension en fonction de la valeur du taux d'intérêt. L'indicateur de revenu total correspond à l'indicateur donné par l'équation 5, l'indicateur de revenu passé à la seule somme actualisée des revenus passés. Dans les régressions, le premier, issu du modèle structurel, sera associé à l'indicateur de pension ajusté, le second à l'indicateur simple de richesse retraite. De façon standard, la dispersion observée sur les revenus est moindre comparée à celle sur les patrimoines.

Pour pallier au biais dans les estimations, nous utilisons une méthode par variables instrumentales. L'idée est de construire des instruments qui correspondent à la richesse retraite pour une carrière moyenne par genre, cohorte et âge de fin d'étude. L'objectif est de neutraliser des facteurs d'hétérogénéité individuelle comme, par exemple, une préférence pour le loisir qui induirait simultanément des salaires plus faibles et un départ précoce. Ces deux éléments ont un impact sur les choix d'épargne du ménage. Des salaires plus faibles entraînent un équivalent patrimonial à pension plus faible ; un départ précoce augmente les besoins d'épargne pour la période de retraite. La conjonction de ces deux éléments conduit à une surestimation de l'effet d'éviction.

L'objectif de l'instrumentation est d'estimer l'effet d'éviction en utilisant comme source d'identification les caractéristiques des systèmes de retraite et non l'hétérogénéité individuelle. Pour cela, pour le premier instrument, nous fixons les salaires à la valeur moyenne par genre, cohorte et âge de fin d'étude. Pour le second, nous considérons de plus une carrière complète avec comme âge de liquidation l'âge moyen de liquidation de la cohorte. L'identification est assurée par la variabilité au sein des catégories multidimensionnelles formées par les paramètres clés de la législation (durée de cotisation, salaire de référence, âge de liquidation) après contrôle des marges dans les régressions.

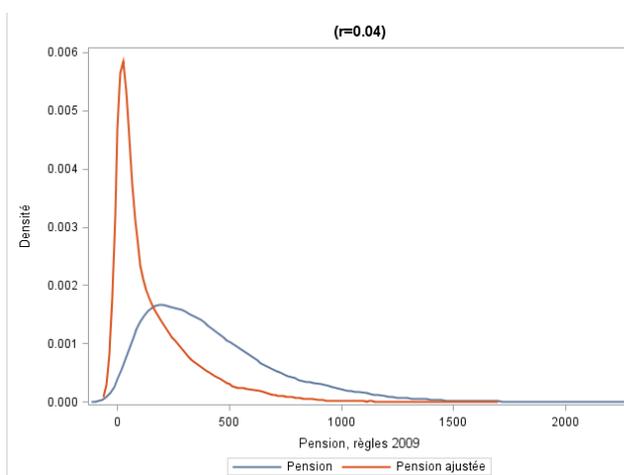
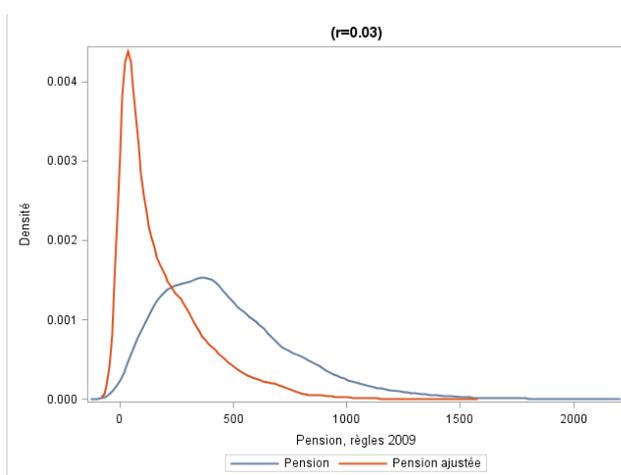
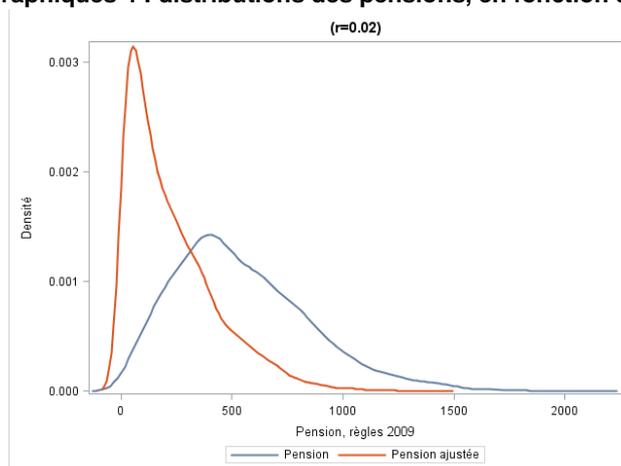
⁶ C'est par exemple le cas des bonifications pour enfants dans le système français.

Graphiques 3 : distributions des revenus, en fonction de r



Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages

Graphiques 4 : distributions des pensions, en fonction de r



Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages

/// - Résultats

III.1 Patrimoine net

Afin de connaître la sensibilité des résultats aux spécifications du modèle empirique sous-jacent, nous avons effectué les régressions⁷ en faisant varier les spécifications choisies : valeur des différents paramètres, pensions ajustées et non ajustées, revenu total et revenu passé. Les estimations sont réalisées par OLS puis par variables instrumentales. Deux instrumentations sont utilisées. La première consiste à calculer les droits à retraite de chaque individu en fonction de sa carrière mais en le supposant rémunéré selon la trajectoire de salaire moyen de sa génération : elle exploite donc l'ensemble de la variabilité des carrières et son impact sur les droits à retraite mais en neutralisant l'endogénéité du salaire. La seconde neutralise à la fois l'endogénéité de la carrière et celle du salaire en instrumentant par les carrières et salaires moyens de sa génération : seule la variabilité intergénérationnelle des droits intervient alors dans l'estimation des effets sur le montant de patrimoine. Les corrélations entre les instruments et la variable de pension sont présentées dans le tableau 4⁸.

Tableau 4 : corrélation entre pension et instruments

	Pension	Instrument 1	Instrument 2
Pension	1	0.837	0.871
Instrument 1	0.837	1	0.989
Instrument 2	0.871	0.989	1

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Note : Instrument 1, carrière observée et salaire moyen ; Instrument 2, carrière par génération.

Les résultats des estimations sont donnés par le tableau 5. On trouve de façon standard⁹ que le niveau de patrimoine est croissant du niveau de revenu pour toutes les spécifications.

La prise en compte de l'ajustement augmente de façon sensible le coefficient de l'indicateur de la richesse retraite P_i du ménage. Les résultats sont toujours négatifs et significatifs, quels que soient les paramètres choisis, ce qui signifie qu'une augmentation des droits à pension diminue l'accumulation de patrimoine privé des ménages.¹⁰ Les effets sont robustes à l'instrumentation. Les coefficients sont toutefois plus faibles en valeur absolue que pour les estimations OLS, ce qui marque la prise en compte du biais dans les estimations. Les estimations réalisées illustrent la difficulté de donner une valeur de l'effet d'éviction entre épargne privée et système de retraite. En effet, les résultats sont très dépendants des hypothèses sur le taux d'intérêt, facteur clé de l'actualisation intertemporelle au niveau théorique, mais aussi comme variable d'intérêt dans les décisions intertemporelles des ménages. Compte tenu de cet élément, tous les résultats seront donnés par la suite en fonction des trois valeurs de r retenues pour la description du Q de Gale et qui correspondent à des valeurs admissibles pour le taux d'intérêt à long terme. Dans la présentation des résultats, on s'intéresse plus aux effets qualitatifs et donc aux tendances

⁷ Compte tenu de l'échantillonnage de l'enquête Patrimoine, les régressions sont effectuées en tenant compte de poids de sondage.

⁸ Les statistiques de Fisher dans les régressions de première étape sont de l'ordre de 25, ce qui exclut le risque d'instruments faibles.

⁹ Sur les données de l'enquête Patrimoine voir, par exemple, Jérôme Accardo, Rosalinda Coppoletta-Solotareff, Aline Ferrante, Maud Romani, 2016, «La détention d'actifs patrimoniaux début 2015 », dans Les revenus et le patrimoine des ménages - Insee Références - Édition 2016.

¹⁰ Nous faisons l'hypothèse qu'il n'existe pas une erreur systématique entre les anticipations des ménages et l'indicateur de droits à pension qui pourrait conduire, par exemple, à observer un niveau d'épargne élevé pour des pensions anticipées faibles et des variables prédites des pensions élevées. Dans ce cas, un faible niveau observé de substitution pourrait correspondre à une erreur sur les anticipations des ménages et non une absence d'effet d'éviction.

qu'aux niveaux absolus. Il faut noter que les estimations sur les pensions non ajustées sont elles aussi sensibles à la valeur du taux d'intérêt, via l'actualisation des salaires passés, mais les différences sont beaucoup plus faibles et souvent non significatives.

III.2 Substitution et myopie des agents

Les tableaux 6 et 7 présentent les résultats obtenus lorsque l'on restreint l'étude au sous-échantillon pour lequel nous disposons d'informations sur les attitudes face au risque. Les régressions sont effectuées en considérant les trois classes définies dans la partie II.3 : forte préférence pour le présent, situation médiane, préoccupation plus importante pour l'avenir.

La myopie, définie comme une très forte préférence pour le présent des agents, est un des éléments importants dans les discussions sur la pertinence de la mise en place ou du maintien d'un système de retraite obligatoire par répartition. Pour Feldstein (1985), si la substitution entre retraite et épargne privée est importante, le résultat illustre une faible myopie des agents et les effets induits sur l'accumulation du capital d'un système de retraite par répartition est dommageable sur la croissance. Les résultats obtenus dans le tableau 5 mettent en évidence un effet de substitution, potentiellement fort, entre épargne privée et montant de l'équivalent patrimonial à pension, issu, dans le cas français, essentiellement d'un système de retraite par répartition.

Afin de pouvoir faire les comparaisons, le tableau 6 commence par reproduire le tableau 5 sur le sous-échantillon des ménages pour lequel les informations sur la préférence pour le présent sont connues, afin de ne pas mêler dans nos interprétations des effets myopie et des effets d'échantillonnage. Les résultats sur l'ensemble du sous-échantillon risque sont quantitativement et qualitativement analogues à ceux obtenus pour l'ensemble de l'échantillon.

Lorsque l'on effectue les régressions pour les différents sous-groupes en fonction de leur degré de préférence pour le présent, les résultats sont moins souvent significatifs, ce qui peut être dû à une plus faible taille des échantillons. Lorsque les coefficients sont significativement différents de zéro, on n'observe pas de différence entre les sous-groupes composés de personnes ayant les plus fortes et les plus faibles niveaux de préférence pour le présent. La substitution existe, dans des proportions analogues, dans les deux cas. La variable de préférence pour le présent, telle que mesurée dans l'enquête, ne semble donc pas être le facteur décisif des choix de substitution d'épargne. Afin de mieux identifier le phénomène de substitution nous désagrégeons le patrimoine total en fonction de ses composantes principales.

Tableau 5 : Impacts des droits à retraite et du revenu sur le patrimoine net, échantillon complet

VARIABLES	r=0,02			r=0,03			r=0,04		
	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2
pension ajustée	-0.426*** (0.116)	-0.295* (0.173)	-0.262 (0.166)	-0.845*** (0.173)	-0.693*** (0.247)	-0.653*** (0.238)	-1.453*** (0.251)	-1.288*** (0.344)	-1.240*** (0.332)
revenu total	0.494*** (0.052)	0.451*** (0.067)	0.441*** (0.066)	0.615*** (0.062)	0.575*** (0.078)	0.565*** (0.077)	0.725*** (0.072)	0.691*** (0.088)	0.682*** (0.087)
pension	-0.103*** (0.024)	-0.160*** (0.047)	-0.146*** (0.042)	-0.154*** (0.035)	-0.239*** (0.072)	-0.211*** (0.064)	-0.216*** (0.048)	-0.325*** (0.098)	-0.277*** (0.088)
revenu passé	0.203*** (0.016)	0.224*** (0.024)	0.219*** (0.022)	0.187*** (0.016)	0.211*** (0.025)	0.203*** (0.023)	0.170*** (0.015)	0.193*** (0.025)	0.182*** (0.023)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Contrôles : âge, éducation, statut matrimonial, type de famille, héritage.

Tableau 6 : Impacts des droits à retraite et du revenu sur le patrimoine net, sous échantillon « risque »

VARIABLES	r=0,02			r=0,03			r=0,04		
	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2
pension ajustée	-0.349** (0.177)	-0.330 (0.250)	-0.318 (0.233)	-0.733*** (0.257)	-0.714** (0.348)	-0.713** (0.319)	-1.300*** (0.363)	-1.278*** (0.474)	-1.295*** (0.428)
revenu total	0.458*** (0.074)	0.452*** (0.093)	0.448*** (0.087)	0.572*** (0.086)	0.567*** (0.105)	0.567*** (0.097)	0.679*** (0.098)	0.675*** (0.116)	0.678*** (0.106)
pension	-0.100*** (0.037)	-0.196*** (0.072)	-0.183*** (0.064)	-0.153*** (0.055)	-0.288*** (0.109)	-0.267*** (0.096)	-0.219*** (0.076)	-0.377*** (0.143)	-0.344*** (0.126)
revenu passé	0.198*** (0.024)	0.236*** (0.034)	0.231*** (0.031)	0.184*** (0.023)	0.223*** (0.036)	0.216*** (0.032)	0.167*** (0.022)	0.201*** (0.034)	0.194*** (0.030)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, sous-échantillon "risque", 1887 ménages

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Contrôles : âge, éducation, statut matrimonial, type de famille, héritage.

Tableau 7 : patrimoine net en fonction de la retraite et de la préférence pour le présent

VARIABLES	r=0,02			r=0,03			r=0,04		
	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2	OLS	IV1	IV2
Forte préférence pour le présent									
pension ajustée	-0.570 (0.413)	-0.345 (0.452)	-0.389 (0.451)	-1.184** (0.590)	-0.831 (0.640)	-0.916 (0.631)	-2.133*** (0.820)	-1.604* (0.889)	-1.750** (0.863)
revenu total	0.463*** (0.172)	0.383** (0.181)	0.399** (0.180)	0.643*** (0.198)	0.541*** (0.207)	0.566*** (0.205)	0.833*** (0.221)	0.708*** (0.230)	0.743*** (0.225)
pension	-0.206** (0.092)	-0.276** (0.129)	-0.269** (0.125)	-0.325** (0.136)	-0.422** (0.197)	-0.417** (0.192)	-0.468** (0.184)	-0.564** (0.262)	-0.565** (0.255)
revenu passé	0.222*** (0.053)	0.253*** (0.065)	0.250*** (0.063)	0.223*** (0.054)	0.254*** (0.070)	0.253*** (0.068)	0.216*** (0.052)	0.239*** (0.068)	0.240*** (0.066)
Situation médiane									
pension ajustée	-0.166 (0.278)	0.026 (0.424)	-0.003 (0.400)	-0.422 (0.406)	-0.166 (0.594)	-0.220 (0.555)	-0.843 (0.593)	-0.505 (0.823)	-0.597 (0.762)
revenu total	0.442*** (0.121)	0.376** (0.153)	0.386*** (0.146)	0.539*** (0.138)	0.470*** (0.170)	0.485*** (0.162)	0.638*** (0.156)	0.566*** (0.186)	0.585*** (0.177)
pension	-0.098* (0.059)	-0.159 (0.141)	-0.148 (0.124)	-0.136 (0.085)	-0.203 (0.204)	-0.187 (0.178)	-0.176 (0.114)	-0.234 (0.256)	-0.210 (0.223)
revenu passé	0.217*** (0.038)	0.241*** (0.060)	0.237*** (0.053)	0.195*** (0.037)	0.215*** (0.063)	0.210*** (0.055)	0.172*** (0.034)	0.185*** (0.058)	0.180*** (0.051)
Faible préférence pour le présent									
pension ajustée	-0.306 (0.266)	-0.487 (0.419)	-0.412 (0.371)	-0.636* (0.378)	-0.876 (0.567)	-0.797 (0.490)	-1.085** (0.514)	-1.375* (0.742)	-1.301** (0.629)
revenu total	0.446*** (0.111)	0.503*** (0.151)	0.479*** (0.135)	0.539*** (0.131)	0.600*** (0.168)	0.580*** (0.149)	0.616*** (0.148)	0.675*** (0.184)	0.660*** (0.161)
pension	-0.070 (0.055)	-0.198* (0.116)	-0.178* (0.099)	-0.107 (0.084)	-0.299* (0.178)	-0.264* (0.149)	-0.155 (0.117)	-0.399* (0.236)	-0.346* (0.195)
revenu passé	0.186*** (0.037)	0.232*** (0.053)	0.225*** (0.047)	0.168*** (0.036)	0.220*** (0.056)	0.210*** (0.048)	0.151*** (0.034)	0.200*** (0.054)	0.189*** (0.046)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 1887 ménages.

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

III.3 Décomposition des effets de substitution en fonction des composantes du patrimoine

L'analyse des effets de substitution selon le type de patrimoine est effectuée pour le patrimoine immobilier, le patrimoine financier, ainsi que pour trois composantes particulières du patrimoine financier : l'épargne retraite, l'assurance vie et les valeurs mobilières, et une composante particulière du patrimoine immobilier, les biens immobiliers autres que la résidence principale¹¹. Les ménages de notre échantillon ne détiennent pas tous du patrimoine immobilier ou les différentes composantes particulières du patrimoine financier ou immobilier que nous avons considérées. Afin de tenir compte de la censure des distributions, pour les variables concernées, les estimations sont réalisées à l'aide de modèles tobit ou de modèles tobit instrumentés. Les coefficients estimés, pour un taux d'intérêt égal à 0.03, sont donnés dans le tableau 8. Le tableau 9 fournit les taux de détention prédits par les modèles tobit ainsi que les effets marginaux des indicateurs de pension pour les différentes composantes du patrimoine dont les effets sont significatifs. Les écart-types sont calculés par la Delta-méthode (Oehlert, 1992). Les tableaux correspondants aux deux autres valeurs du taux d'intérêt sont présentés en annexe.

La première colonne du tableau 8 rappelle les résultats des régressions obtenues pour le patrimoine total qui étaient donnés sur le tableau 5. Le patrimoine financier étant plus liquide, et donc plus à même de s'ajuster en cas de besoin des ménages que le patrimoine immobilier, on pourrait s'attendre à ce que l'effet de substitution observé sur ce patrimoine total provienne de la composante financière de la richesse. L'impact d'une variation du montant de la pension est directement comparable entre le patrimoine total et le patrimoine financier, ces deux grandeurs étant exprimées en niveau et présentes pour tous les ménages. Or les coefficients estimés sont deux fois plus faibles pour le patrimoine financier que pour le patrimoine total (colonne 4). Ceci s'explique par un effet de substitution complémentaire qui transite par le canal de l'immobilier.

La décomposition au niveau des différents actifs permet d'affiner l'analyse. Les résultats obtenus pour le patrimoine financier ne signifient pas qu'il n'y ait pas une substitution importante entre des produits financiers spécifiques, dont les supports sont plus proches d'un investissement dans un capital retraite, mais simplement qu'au niveau global, pour l'ensemble des ménages, l'effet de substitution est modéré. De fait, la substitution se fait entre les retraites publiques et les produits d'épargne retraite¹². Après instrumentation, les coefficients estimés pour les autres produits financiers sont non significatifs, en particulier, l'effet de substitution entre épargne privée et assurance vie. On ne retrouve pas ici le résultat traditionnel selon lequel l'assurance vie serait, en France, un produit financier utilisé par les ménages en vue de préparer leur retraite. Ce dernier élément est en effet mis en avant dans des proportions significatives par les ménages comme motif de détention d'assurance vie (28 % des ménages détenteurs en 2004 selon Darmon et Pagenelle, 2005). De même, on n'observe pas de substitution directe avec des produits comme les valeurs mobilières dont on peut penser qu'ils correspondent plus à des logiques de placement financier potentiellement à plus court terme que les produits d'assurance-vie ou d'épargne retraite.

Pour le patrimoine immobilier, les effets sont non significatifs lorsqu'on restreint la variable aux seuls biens immobiliers hors résidence principale. La substitution ne se fait donc pas avec les résidences secondaires ou l'immobilier de rapport, mais directement avec la résidence principale. L'effet de l'immobilier est l'effet prédominant dans la substitution. La

¹¹ Compte tenu des hypothèses choisies, le Q de Gale ne dépend que du taux d'intérêt r qui permet l'actualisation des pensions et des revenus. Le paramètre du modèle est indépendant du type de patrimoine considéré. Le Q de Gale peut donc être utilisé pour l'ensemble des variables endogènes correspondant aux différentes composantes du patrimoine.

¹² Plan d'épargne retraite populaire (PERP), Retraite surcomplémentaire et Retraite complémentaire volontaire.

variation marginale est 10 fois plus élevée pour l'immobilier que pour l'épargne retraite. Comme le montrent Lusardi et Mitchell (2007), dans le cas américain, le patrimoine immobilier est une composante importante des ressources que peuvent mobiliser les ménages pour leur période de retraite. L'existence d'un niveau de pension plus élevé rend moins nécessaire l'assurance d'un revenu potentiel en cas de nécessité que la résidence principale peut représenter. Même si le recours à la richesse immobilière reste faible, Munnell, Soto et Aubry (2007) montrent qu'avec une baisse des pensions, la possibilité d'utiliser sa résidence principale pour en tirer une source de revenu (vente ou viager) semble être une option envisageable pour de plus en plus de ménages âgés.

Tableau 8 : Effet de substitution pour les différentes composantes du patrimoine, r=0.03

VARIABLES	Patrimoine net	Immobilier		Financier			
		Total	autre immobilier	Total	épargne retraite	assurance vie	valeurs mobilières
Sans instrumentation							
pension ajustée	-0.845*** (0.173)	-0.406** (0.196)	-0.355 (0.290)	-0.333*** (0.068)	-0.103*** (0.038)	-0.110* (0.066)	-0.175 (0.131)
revenu total	0.615*** (0.062)	0.450*** (0.061)	0.268*** (0.081)	0.170*** (0.026)	0.043*** (0.011)	0.086*** (0.021)	0.200*** (0.056)
pension	-0.154*** (0.035)	0.036 (0.046)	0.021 (0.076)	-0.063*** (0.014)	0.008 (0.008)	-0.021 (0.016)	-0.015 (0.036)
revenu passé	0.187*** (0.016)	0.124*** (0.018)	0.063** (0.026)	0.048*** (0.006)	0.005 (0.003)	0.030*** (0.007)	0.067*** (0.019)
IV 1							
pension ajustée	-0.693*** (0.247)	-0.495 (0.313)	-0.284 (0.491)	-0.384*** (0.087)	-0.134** (0.064)	-0.108 (0.119)	-0.192 (0.268)
revenu total	0.575*** (0.078)	0.472*** (0.089)	0.251* (0.132)	0.184*** (0.029)	0.051*** (0.017)	0.086** (0.033)	0.204** (0.079)
pension	-0.239*** (0.072)	-0.014 (0.099)	0.074 (0.162)	-0.118*** (0.024)	-0.009 (0.019)	-0.054 (0.038)	-0.070 (0.093)
revenu passé	0.211*** (0.025)	0.138*** (0.031)	0.048 (0.049)	0.064*** (0.009)	0.009* (0.006)	0.039*** (0.012)	0.083*** (0.031)
IV 2							
pension ajustée	-0.653*** (0.238)	-0.584* (0.301)	-0.285 (0.470)	-0.338*** (0.079)	-0.139** (0.061)	-0.103 (0.112)	-0.305 (0.256)
revenu total	0.565*** (0.077)	0.495*** (0.087)	0.251** (0.127)	0.172*** (0.026)	0.052*** (0.017)	0.084*** (0.032)	0.233*** (0.080)
pension	-0.211*** (0.064)	-0.027 (0.089)	0.068 (0.146)	-0.097*** (0.021)	-0.007 (0.016)	-0.043 (0.034)	-0.101 (0.084)
revenu passé	0.203*** (0.023)	0.142*** (0.028)	0.050 (0.045)	0.058*** (0.008)	0.009* (0.005)	0.036*** (0.011)	0.092*** (0.030)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1, r=0,03 et x=-0,03

Tableau 9 : Effets marginaux immobilier et épargne retraite

VARIABLES	Immobilier épargne retraite		Immobilier épargne retraite		Immobilier épargne retraite	
	OLS		IV 1		IV 2	
pension ajustée, revenu total						
<i>Taux de détention prédit</i>	0,59	0,11	0,59	0,11	0,59	0,11
<i>Effet marginal pension</i>	-0,173	-0,017	-0,210	-0,022	-0,248	-0,023
	(0,083)	(0,006)	(0,133)	(0,011)	(0,128)	(0,010)
pension, revenu passé						
<i>Taux de détention prédit</i>	0,59	0,11	0,59	0,11	0,59	0,11
<i>Effet marginal pension</i>	0,015	-0,001	-0,006	-0,001	-0,012	-0,001
	(0,019)	(0,001)	(0,042)	(0,001)	(0,038)	(0,002)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Note : $r=0,03$ et $x=-0,03$

Conclusion

L'existence d'un système de retraite a des effets complexes sur les comportements d'accumulation des ménages. Dans cet article, nous avons analysé, pour la France, les effets de substitution entre le montant du patrimoine privé des ménages et la générosité du système de pension en nous plaçant dans un cadre d'étude analogue à celui utilisé dans les travaux de recherches récents. Nous avons introduit dans le modèle empirique, à la suite de Gale (1998), un facteur d'ajustement sur l'indicateur des droits à pension pour tenir compte de l'âge auquel on observe les individus, de leur durée de cotisation à cette date et de leur espérance de vie. De plus, nous avons mobilisé des méthodes d'estimation par variables instrumentales pour tenir compte des biais dans les estimations OLS. Les modèles empiriques sont estimés en utilisant conjointement les données de l'enquête Patrimoine, qui fournissent des informations très précises sur le patrimoine des ménages, et le modèle de microsimulation Destinie, qui permet de prédire les droits à pension. Les résultats sont sensibles aux spécifications choisies. La prise en compte de l'ajustement augmente de façon sensible la substitution estimée entre patrimoine privé et pensions.

Les estimations mettent en évidence un phénomène de substitution entre accumulation privée et richesse retraite. Les résultats illustrent néanmoins la difficulté de donner une valeur de l'effet de substitution car ils sont très dépendants des hypothèses sur le taux d'intérêt, facteur clé de l'actualisation intertemporelle au niveau théorique, mais aussi comme variable d'intérêt dans les décisions intertemporelles des ménages. Compte tenu de cet élément, les résultats sont présentés en tendance et non en niveaux absolus. La myopie des agents étant un élément important dans les discussions sur la pertinence de la mise en place ou du maintien d'un système de retraite obligatoire par répartition nous avons estimé les modèles d'accumulation de la richesse nette des ménages sur des sous-groupes présentant des niveaux de préférence pour le présent différents. Les estimations ne mettent pas en évidence d'effets différenciés pour les sous-groupes. Pour finir, nous avons décomposé la richesse nette en différents actifs afin d'identifier pour quel type de patrimoine se font les substitutions entre accumulation privée et pension de retraite. On observe simultanément des phénomènes de substitution au niveau du patrimoine financier et du patrimoine immobilier, avec un effet prédominant de ce dernier actif.

L'importance de l'effet d'éviction pour le patrimoine immobilier, et principalement pour la résidence principale, est un élément dont la compréhension est nécessaire pour expliquer les comportements d'accumulation des ménages car cet actif réel concentre plusieurs qualités. C'est un bien d'usage mais aussi une réserve de valeur (peu liquide) qui peut avoir des propriétés assurantielles pour le financement de la fin de vie et qui est porteur simultanément d'une valeur de transmission. La compréhension de ce phénomène de substitution pourrait être approfondie, en particulier en comparaison internationale dans un cadre où les systèmes de retraite sont hétérogènes.

Bibliographie

Accardo J., Coppoletta-Solotareff R., Ferrante A., Romani M., 2016, "La détention d'actifs patrimoniaux début 2015", dans Les revenus et le patrimoine des ménages - Insee Références - Édition 2016.

Alessie, R., Angelini, V. et van Santen, P., 2013, "Pension Wealth and Household Savings in Europe: Evidence from SHARELIFE", *European Economic Review*, n° 63, pp. 308-328.

Arrondel, L., et Calvo-Pardo, H., 2008, "Les Français sont-ils prudents? Patrimoine et risque sur les revenus des ménages", *Economie et Statistique*, n° 417-418, pp.27-53.

Arrondel, L., Masson, A. et Soulat, L. (2013), "Les Français et leur retraite : connaissance, inquiétude et attachement", *Questions retraite et solidarité – Les études*, n°2.

Arrondel, L., Masson, A. et Verger, D., 2004, "Préférences de l'épargnant et accumulation patrimoniale : les comportements de l'épargnant à l'égard du risque et du temps", *Economie et Statistique*, n° 374-375, pp. 9-19.

Arrondel, L., Roger, M. et Savignac, F., 2013, "Patrimoine et endettement des ménages dans la zone euro : le rôle prépondérant de l'immobilier", *Bulletin de la Banque de France*, 192.

Attanasio, O. P. et Brugiavini, A., 2003, "Social Security and Households Savings", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n°3, pp. 1075-1119.

Attanasio, O. P. et Rohwedder, S., 2003, "Pension Wealth and Household Saving: Evidence from Pension Reforms in the United Kingdom," *American Economic Review*, vol. 93, n° 5, pp. 1499-1521.

Aubert, P., Barthélemy, N. et Benallah, S., 2012, "Le départ à la retraite : motivations et connaissance des droits", *Dossier Solidarité Santé*, n°34, Drees.

Bachelet, M., Leduc, A. et Marino, A., 2014, "Les biographies du modèle Destinie II : rebasage et projection", Document de travail Insee-DESE, n° g2014-01

Benallah, S., 2012, "Le niveau d'information des salariés sur leurs droits à la retraite : mesure et implications", *Les cahiers de la Cnav*, n° 4.

Blanchet, D., Buffeteau, S., Crenner, E. et Le Minez, S., 2011, "Le modèle de microsimulation Destinie 2 : principale caractéristiques et premiers résultats", *Economie et Statistique*, n° 441-442, pp. 101-121.

Blau, D., 2011, "Pensions, Household Saving, and Welfare: A Dynamic Analysis", *IZA Discussion Paper*, n° 5554.

Bourdieu, J., Rapoport, B. et Roger, M., 2014, "Montant et composition du patrimoine des indépendants, avant et après le départ à la retraite", *Economie et Statistique*, 472-473, pp. 169-193.

Bridenne, I., 2006, "Le niveau d'information des assurés en matière de retraite", *Dossiers Solidarité et Santé*, n° 3, pp. 51-62.

Chan, S. et Stevens, H.F., 2008, "What You Don't Know Can't Help You: Pension Knowledge and Retirement Decision-Making," *The Review of Economics and Statistics*, vol. 90, n° 2, pp 253-266.

Chaput, H., Kim, K. H., Salembier, L. et Solard, J., 2011, "Les inégalités de patrimoine s'accroissent entre 2004 et 2010", *Insee Première*, n°1380.

COR, 2013, "La connaissance de leurs droits par les assurés : synthèse de résultats", <http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-2031.pdf>.

Darmon, C. et Panegelle, H., 2005, "Patrimoine : quand les ménages prennent de l'assurance", *Insee Première*, n°1015.

Dicks-Mireaux, L. et King, M., 1983, "Portfolio Composition and Pension Wealth: An Econometric Study", in Z. Bodie et J.B. Shoven, eds, *Financial Aspects of the U.S. Pension System*, University of Chicago Press.

Engelhardt, G. V. et Kumar, A., 2011, "Pensions and Household Wealth Accumulation", *Journal of Human Resources*, vol. 46, n° 1, pp. 203-236.

Gale, W. G., 1998, "The Effects of Pensions on Household Wealth: A Reevaluation of Theory and Evidence", *Journal of Political Economy*, vol. 106, n° 4, pp. 706-723.

Gale, W. G. et Phillips, J. W. R., 2006, "Pensions, Social Security Wealth and Lifetime Earnings: Evidence from the Health and Retirement Study", *Center for Retirement Research at Boston College*.

Garbinti, B., Lamarche, P., et Salembier, L., 2012, "Héritages, donations et aides aux ascendants et descendants", *Les revenus et le patrimoine des ménages*, édition 2012, Insee Références.

Gustman, A. et Steinmeier, T., 2004, "What People Don't Know About Their Pensions and Social Security", in W. G. Gale, J. B. Shoven and M. J. Warshawsky, eds, *Private Pensions and Public Policies*, Washington: D.C., Brookings Institution, pp. 57-125.

Gustman, A., Steinmeier, T., 2005, "Imperfect Knowledge of social security and pensions", *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society*, vol. 44, n° 2, pp. 373-397.

Hubbard, R. G., 1986, "Pension Wealth and Individual Saving: Some New Evidence", *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 18, pp. 167-178.

Hurd, M., Michaud, P.-C. et Rohwedder, S., 2009, "The Displacement Effect of Public Pensions on the Accumulation of Financial Assets", *Fiscal Studies*, vol. 33, n° 1, pp. 107-128.

Kotlikoff, J. L., 1979, "Testing the Theory of Social Security and Life Cycle Accumulation", *American Economic Review*, vol. 69, n° 3, pp. 396-410.

Lusardi, A. et Mitchell, O., 2007, "Baby Boomer retirement security: The roles of planning, financial literacy, and housing wealth", *Journal of Monetary Economics*, vol. 54, n° 1, pp. 205-224.

Modigliani, F. et Brumberg, R., 1954, "Utility Analysis and the Consumption Function: An Interpretation of Cross-Section Data", in K. Kurihara, ed., *Post Keynesian Economics*, Rutgers University Press, New Brunswick.

Munnell, A., Soto, M. et Aubry, J. P., 2007, "Do people plan to tap their home equity in retirement", *Center for Retirement Research*, Boston College.

Oehlert, G., 1992, "A note on the Delta Method", *The American Statistician*, vol. 46, n° 1, pp. 27-29.

Annexe

Tableau A1 : variables sociodémographiques

	Fréquence	Pourcentage
<i>Type de ménage</i>		
Personne seule	1202	20.90
Famille monoparentale	757	13.16
Couple sans enfant	1110	19.30
Couple avec enfants	2502	43.50
Autre type de ménage (ménage complexe)	181	3.15
<i>Type de famille</i>		
Conjoint actif sans enfant	594	10.33
Conjoint actif, 1 enfant	622	10.81
Conjoint actif, 2 enfants	718	12.48
Conjoint actif, 3 enfants ou plus	312	5.42
Conjoint inactif sans enfant	540	9.39
Conjoint inactif, 1 enfant	299	5.20
Conjoint inactif, 2 enfants	320	5.56
Conjoint inactif, 3 enfants ou plus	280	4.87
Famille monoparentale / père	159	2.76
Famille monoparentale / mère	598	10.40
Homme seul	634	11.02
Femme seule	568	9.87
Autres cas	108	1.88
<i>Statut Matrimonial</i>		
Célibataire	2070	35.99
Marié(e) ou remarié(e), y compris séparé(e) légalement	2832	49.24
Veuf(ve)	158	2.75
Divorcé(e)	692	12.03
<i>Education</i>		
Certificat d'études primaires ou moins	1083	18.83
Brevet des collèges	345	6.00
BEP/CAP	1621	28.18
Baccalauréat	861	14.97
Bac + 2	617	10.73
Master (université)	531	9.23
Master (grande école)	272	4.73
Diplôme de 3e cycle	422	7.34

Source : Enquête Patrimoine INSEE, ménage d'actifs hors indépendants, 5752 ménages

Tableau A2 : Effet de substitution pour les différentes composantes du patrimoine, r=0.02

VARIABLES	Patrimoine net	Immobilier		Financier			
		Total	autre immobilier	Total	épargne retraite	assurance vie	valeurs mobilières
Sans instrumentation							
pension ajustée	-0.426*** (0.116)	-0.175 (0.137)	-0.177 (0.205)	-0.202*** (0.046)	-0.065** (0.025)	-0.053 (0.046)	-0.070 (0.090)
revenu total	0.494*** (0.016)	0.380*** (0.019)	0.219*** (0.028)	0.141*** (0.007)	0.038*** (0.003)	0.071*** (0.007)	0.167*** (0.020)
revenu passé	0.203*** (0.016)	0.139*** (0.019)	0.066** (0.028)	0.050*** (0.007)	0.005* (0.003)	0.032*** (0.007)	0.074*** (0.020)
IV 1							
pension ajustée	-0.295* (0.173)	-0.238 (0.227)	-0.164 (0.359)	-0.238*** (0.061)	-0.085* (0.045)	-0.060 (0.086)	-0.091 (0.198)
revenu total	0.451*** (0.067)	0.400*** (0.080)	0.215* (0.120)	0.152*** (0.025)	0.044*** (0.015)	0.073** (0.030)	0.174** (0.071)
pension	-0.160*** (0.047)	0.020 (0.068)	0.098 (0.113)	-0.073*** (0.016)	-0.000 (0.012)	-0.038 (0.026)	-0.041 (0.065)
revenu passé	0.224*** (0.024)	0.147*** (0.030)	0.043 (0.046)	0.063*** (0.008)	0.008 (0.005)	0.041*** (0.011)	0.087*** (0.030)
IV 2							
pension ajustée	-0.262 (0.166)	-0.290 (0.218)	-0.171 (0.345)	-0.205*** (0.056)	-0.089** (0.042)	-0.052 (0.081)	-0.166 (0.189)
revenu total	0.441*** (0.066)	0.417*** (0.078)	0.217* (0.116)	0.142*** (0.023)	0.045*** (0.015)	0.070** (0.028)	0.198*** (0.071)
pension	-0.146*** (0.042)	0.010 (0.061)	0.086 (0.102)	-0.062*** (0.014)	0.001 (0.011)	-0.030 (0.023)	-0.061 (0.059)
revenu passé	0.219*** (0.022)	0.151*** (0.027)	0.047 (0.043)	0.059*** (0.008)	0.008* (0.005)	0.039*** (0.010)	0.095*** (0.029)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1, r=0,02 et x=-0,02

Tableau A3 : Effet de substitution pour les différentes composantes du patrimoine, r=0.04

VARIABLES	Patrimoine net	Immobilier		Financier			
		Total	autre immobilier	Total	épargne retraite	assurance vie	valeurs mobilières
Sans instrumentation							
pension ajustée	-1.453*** (0.251)	-0.734*** (0.271)	-0.613 (0.398)	-0.510*** (0.098)	-0.153*** (0.056)	-0.188** (0.093)	-0.329* (0.188)
revenu total	0.725*** (0.072)	0.510*** (0.067)	0.315*** (0.089)	0.196*** (0.029)	0.047*** (0.013)	0.100*** (0.024)	0.229*** (0.065)
pension	-0.216*** (0.048)	0.013 (0.060)	-0.015 (0.096)	-0.089*** (0.020)	0.003 (0.010)	-0.032 (0.021)	-0.032 (0.044)
revenu passé	0.170*** (0.015)	0.112*** (0.016)	0.063*** (0.024)	0.045*** (0.006)	0.005* (0.003)	0.027*** (0.006)	0.061*** (0.017)
IV 1							
pension ajustée	-1.288*** (0.344)	-0.850** (0.421)	-0.443 (0.654)	-0.580*** (0.122)	-0.200** (0.091)	-0.173 (0.162)	-0.339 (0.358)
revenu total	0.691*** (0.088)	0.534*** (0.097)	0.281** (0.141)	0.211*** (0.032)	0.057*** (0.020)	0.096*** (0.036)	0.231*** (0.087)
pension	-0.325*** (0.098)	-0.080 (0.130)	0.017 (0.211)	-0.166*** (0.033)	-0.023 (0.025)	-0.070 (0.050)	-0.107 (0.121)
revenu passé	0.193*** (0.025)	0.132*** (0.030)	0.056 (0.047)	0.061*** (0.008)	0.011* (0.006)	0.035*** (0.012)	0.077*** (0.029)
IV 2							
pension ajustée	-1.240*** (0.332)	-0.988** (0.406)	-0.430 (0.625)	-0.516*** (0.110)	-0.206** (0.086)	-0.176 (0.151)	-0.502 (0.341)
revenu total	0.682*** (0.087)	0.562*** (0.094)	0.278** (0.136)	0.197*** (0.030)	0.058*** (0.019)	0.097*** (0.034)	0.265*** (0.087)
pension	-0.277*** (0.088)	-0.093 (0.118)	0.026 (0.191)	-0.134*** (0.028)	-0.020 (0.022)	-0.055 (0.044)	-0.150 (0.109)
revenu passé	0.182*** (0.023)	0.135*** (0.027)	0.054 (0.043)	0.054*** (0.007)	0.010** (0.005)	0.032*** (0.010)	0.086*** (0.028)

Source : Enquête Patrimoine INSEE, hors indépendants, 5752 ménages.

Notes: écart-types robustes entre parenthèses, *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1, r=0,04 et x=-0,04

Liste des documents de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques

ii

G 9001	J. FAYOLLE et M. FLEURBAEY Accumulation, profitabilité et endettement des entreprises	G 9203	Macro-economic import functions with imperfect competition - An application to the E.C. Trade	G 9311	J. BOURDIEU - B. COLIN-SEDILLOT Les décisions de financement des entreprises françaises : une évaluation empirique des théories de la structure optimale du capital	G 9412	analyse économique des politiques française et allemande J. BOURDIEU - B. CŒURÉ - B. COLIN-SEDILLOT
G 9002	H. ROUSSE Détection et effets de la multicollinéarité dans les modèles linéaires ordinaires - Un prolongement de la réflexion de BELSLEY, KUH et WELSCH	G 9204	I. STAPIC France dans le cadre des négociations multilatérales du GATT Juin 1992 (1ère version) Novembre 1992 (version finale)	G 9312	L. BLOCH - B. CŒURÉ Q de Tobin marginal et transmission des chocs financiers	G 9414	Investissement, incertitude et irréversibilité Quelques développements récents de la théorie de l'investissement
G 9003	P. RALLE et J. TOUJAS-BERNATE Indexation des salaires : la rupture de 1983	G 9205	P. SEVESTRE L'économétrie sur données individuelles-temporelles. Une note introductive	G 9313	Équipes Amadeus (INSEE), Banque de France, Méric (DP) Présentation des propriétés des principaux modèles macroéconomiques du Service Public	G 9501	B. DORMONT - M. PAUCHET L'évaluation de l'élasticité emploi-salaire dépend-elle des structures de qualification ? I. KABLA
G 9004	D. GUELLEC et P. RALLE Compétitivité, croissance et innovation de produit	G 9206	H. ERKEL-ROUSSE Le commerce extérieur et l'environnement international dans le modèle AMADEUS (réestimation 1992)	G 9314	B. CREPON - E. DUGUET Research & Development, competition and innovation	G 9502	Le Choix de breveter une invention J. BOURDIEU - B. CŒURÉ - B. SEDILLOT Irreversible Investment and Uncertainty: When is there a Value of Waiting?
G 9005	P. RALLE et J. TOUJAS-BERNATE Les conséquences de la désindexation. Analyse dans une maquette prix-salaires	G 9207	N. GREENAN et D. GUELLEC Coordination within the firm and endogenous growth	G 9315	B. DORMONT Quelle est l'influence du coût du travail sur l'emploi ?	G 9503	L. BLOCH - B. CŒURÉ Imperfections du marché du crédit, investissement des entreprises et cycle économique
G 9101	Équipe AMADEUS Le modèle AMADEUS - Première partie - Présentation générale	G 9208	A. MAGNIER et J. TOUJAS-BERNATE Technology and trade: empirical evidences for the major five industrialized countries	G 9316	D. BLANCHET - C. BROUSSE Deux études sur l'âge de la retraite	G 9504	D. GOUX - E. MAURIN Les transformations de la demande de travail par qualification en France Une étude sur la période 1970-1993
G 9102	J.L. BRILLET Propriétés variétales	G 9209	B. CREPON, E. DUGUET, D. ENCAOJA et P. MOHLEN Cooperative, non cooperative R & D and optimal patent life	G 9317	D. BLANCHET Répartition du travail dans une population hétérogène : deux notes	G 9505	N. GREENAN Technologie, changement organisationnel, qualifications et emploi : une étude empirique sur l'industrie manufacturière
G 9103	D. GUELLEC et P. RALLE Endogenous growth and product innovation	G 9301	B. CREPON et E. DUGUET Research and development, competition and innovation: an application of pseudo maximum likelihood methods to Poisson models with heterogeneity	G 9318	D. EYSSARTIER - N. PONTY AMADEUS - an annual macro-economic model for the medium and long term	G 9506	D. GOUX - E. MAURIN Persistance des hiérarchies sectorielles de salaires: un réexamen sur données françaises
G 9104	H. ROUSSE Le modèle AMADEUS - Troisième partie - Le commerce extérieur et l'environnement international	G 9302	J. TOUJAS-BERNATE Commerce international et concurrence imparfaite : développements récents et implications pour la politique commerciale	G 9319	J. GAUTIE Les effets sur l'emploi d'un abaissement du coût du travail des jeunes	G 9505 Bis	D. GOUX - E. MAURIN Persistance of inter-industry wages differentials: a reexamination on matched worker-firm panel data
G 9105	H. ROUSSE Effets de demande et d'offre dans les résultats du commerce extérieur manufacturé de la France au cours des deux dernières décennies	G 9303	Ch. CASES Durées de chômage et comportements d'offre de travail : une revue de la littérature	G 9401	D. BLANCHET Les structures par âge importent-elles ?	G 9506	S. JACOBZONE Les liens entre RMI et chômage, une mise en perspective NON PARU - article sorti dans <i>Économie et Prévision</i> n° 122 (1996) - pages 95 à 113
G 9106	B. CREPON Innovation, taille et concentration : causalités et dynamiques	G 9304	H. ERKEL-ROUSSE Union économique et monétaire : le débat économique	G 9402	J. GAUTIE Le chômage des jeunes en France : problème de formation ou phénomène de file d'attente ? Quelques éléments du débat	G 9507	G. CETTE - S. MAHFOUZ Le partage primaire du revenu Constat descriptif sur longue période
G 9107	B. AMABLE et D. GUELLEC Un panorama des théories de la croissance endogène	G 9305	N. GREENAN - D. GUELLEC / G. BROUSSAUDIER - L. MIOTTI Innovation organisationnelle, dynamisme technologique et performances des entreprises	G 9403	P. QUIRION Les déchets en France : éléments statistiques et économiques	G 9601	Banque de France - CEPREMAP - Direction de la Prévision - Érasme - INSEE - OFCE Structures et propriétés de cinq modèles macro-économiques français
G 9108	M. GLAUDE et M. MOUTARDIER Évaluation du coût direct de l'enfant de 1979 à 1989	G 9306	P. JAILLARD Le traité de Maastricht : présentation juridique et historique	G 9404	D. LADIRAY - M. GRUN-REHOMME Lissage par moyennes mobiles - Le problème des extrêmes de série	G 9602	Rapport d'activité de la DESE de l'année 1995
G 9109	P. RALLE et alii France - Allemagne : performances économiques comparées	G 9307	J.L. BRILLET Micro-DMS Micro-DMS - variantes : les tableaux	G 9405	V. MAILLARD Théorie et pratique de la correction des effets de jours ouvrables	G 9603	J. BOURDIEU - A. DRAZNIKS L'octroi de crédit aux PME : une analyse à partir d'informations bancaires
G 9110	J.L. BRILLET Micro-DMS NON PARU	G 9308	S. JACOBZONE Les grands réseaux publics français dans une perspective européenne	G 9406	F. ROSENWALD La décision d'investir	G 9604	A. TOPIOL-BENSAÏD Les implantations japonaises en France
G 9111	A. MAGNIER Effets accélérateur et multiplicateur en France depuis 1970 : quelques résultats empiriques	G 9309	L. BLOCH - B. CŒURÉ Profitabilité de l'investissement productif et transmission des chocs financiers	G 9407	S. JACOBZONE Les apports de l'économie industrielle pour définir la stratégie économique de l'hôpital public	G 9605	P. GENIER - S. JACOBZONE Comportements de prévention, consommation d'alcool et tabagie : peut-on parler d'une gestion globale du capital santé ?
G 9112	B. CREPON et G. DUREAU Investissement en recherche-développement : analyse de causalités dans un modèle d'accélérateur généralisé	G 9310	J. BOURDIEU - B. COLIN-SEDILLOT Les théories sur la structure optimale du capital : quelques points de repère	G 9408	L. BLOCH, J. BOURDIEU, B. COLIN-SEDILLOT, G. LONGUEVILLE Du défaut de paiement au dépôt de bilan : les banquiers face aux PME en difficulté	G 9606	C. DOZ - F. LENGELART Factor analysis and unobserved component models: an application to the study of French business surveys
G 9113	J.L. BRILLET, H. ERKEL-ROUSSE, J. TOUJAS-BERNATE "France-Allemagne Couplées" - Deux économies vues par une maquette macro-économétrique						
G 9201	W.J. ADAMS, B. CREPON, D. ENCAOJA Choix technologiques et stratégies de dissuasion d'entrée						
G 9202	J. OLIVEIRA-MARTINS, J. TOUJAS-BERNATE						

G 9608	N. GREENAN - D. GUELLEC Technological innovation and employment reallocation	G 9714	F. LEQUILLER Does the French Consumer Price Index Overstate Inflation?	G 9807	Bilan des activités de la Direction des Études et Synthèses Économiques - 1997	Bis	Une estimation de l'élasticité de l'emploi peu qualifié à son coût
G 9609	Ph. COUR - F. RUPPRECHT L'intégration asymétrique au sein du continent américain : un essai de modélisation	G 9715	X. BONNET Peut-on mettre en évidence les rigidités à la baisse des salaires nominaux ?	G 9808	A. MOUROUGANE Can a Conservative Governor Conduct an Accommodative Monetary Policy?	G 9913	Division « Redistribution et Politiques Sociales » Le modèle de microsimulation dynamique DESTINIE
G 9610	S. DUCHENE - G. FORGEOT - A. JACQUOT Analyse des évolutions récentes de la productivité apparente du travail	G 9716	N. IUNG - F. RUPPRECHT Productivité de la recherche et rendements d'échelle dans le secteur pharmaceutique français	G 9809	X. BONNET - E. DUBOIS - L. FAUVET Asymétrie des inflations relatives et menus costs : tystère sur l'inflation française	G 9914	E. DUGUET Macro-commandes SAS pour l'économétrie des panels et des variables qualitatives
G 9611	X. BONNET - S. MAHFOUZ The influence of different specifications of wages-prices spirals on the measure of the NAIRU: the case of France	G 9717	E. DUGUET - I. KABLA Appropriation strategy and the motivations to use the patent system in France - An econometric analysis at the firm level	G 9810	E. DUGUET - N. IUNG Sales and Advertising with Spillovers at the firm level: Estimation of a Dynamic Structural Model on Panel Data	G 9915	R. DUHAUTOIS Évolution des flux d'emplois en France entre 1990 et 1996 : une étude empirique à partir du fichier des bénéficiaires réels normaux (BRN)
G 9612	PH. COUR - E. DUBOIS, S. MAHFOUZ, J. PISANI-FERRY The cost of fiscal retrenchment revisited: how strong is the evidence?	G 9718	L.P. PELE - P. RALLE Âge de la retraite : les aspects incitatifs du régime général	G 9811	J.P. BERTHIER Congestion urbaine : un modèle de trafic de pointe à courbe débit-vitesse et demande élastique	G 9916	J.Y. FOURNIER Extraction du cycle des affaires : la méthode de Baxter et King
G 9613	A. JACQUOT Les flexions des taux d'activité sont-elles seulement conjoncturelles ?	G 9719	ZHANG Yingxiang - SONG Xueqing Lexique macroéconomique français-chinois, chinois-français	G 9812	C. PRIGENT La part des salaires dans la valeur ajoutée : une approche macroéconomique	G 9917	B. CRÉPON - R. DESPLATZ - J. MAIRESSE Estimating price cost margins, scale economies and workers' bargaining power at the firm level
G 9614	ZHANG Yingxiang - SONG Xueqing Lexique macroéconomique Français-Chinois	G 9720	M. HOUDEBINE - J.L. SCHNEIDER Mesurer l'influence de la fiscalité sur la localisation des entreprises	G 9813	A.Th. AERTS L'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée en France reflète-t-elle les évolutions individuelles sur la période 1979-1994 ?	G 9918	Ch. GIANELLA - Ph. LAGARDE Productivity of hours in the aggregate production function: an evaluation on a panel of French firms from the manufacturing sector
G 9701	J.L. SCHNEIDER La taxe professionnelle : éléments de cadrage économique	G 9721	A. MOUROUGANE Crédibilité, indépendance et politique monétaire	G 9814	B. SALANIÉ Guide pratique des séries non-stationnaires	G 9919	S. AUDRIC - P. GIVORD - C. PROST Évolution de l'emploi et des coûts par qualification entre 1982 et 1996
G 9702	J.L. SCHNEIDER Transition et stabilité politique d'un système redistributif	G 9722	P. AUGERAUD - L. BRIOT Les données comptables d'entreprises	G 9901	S. DUCHÈNE - A. JACQUOT Une croissance plus riche en emplois depuis le début de la décennie ? Une analyse en comparaison internationale	G 2000/01	R. MAHIEU Les déterminants des dépenses de santé : une approche macroéconomique
G 9703	D. GOUX - E. MAURIN Train or Pay: Does it Reduce Inequalities to Encourage Firms to Train their Workers?	G 9723	P. AUGERAUD - J.E. CHAPRON Using Business Accounts for Compiling National Accounts: the French Experience	G 9902	Ch. COLIN Modélisation des carrières dans Destinie	G 2000/02	C. ALLARD-PRIGENT - H. GUILMEAU - A. QUINET The real exchange rate as the relative price of nontrables in terms of tradables: theoretical investigations and empirical study on French data
G 9704	P. GENIER Deux contributions sur dépendance et équité	G 9724	P. AUGERAUD Les comptes d'entreprise par activités - Le passage aux comptes - De la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale - A paraître	G 9903	Ch. COLIN Évolution de la dispersion des salaires : un essai de prospective par microsimulation	G 2000/03	J.-Y. FOURNIER L'approximation du filtre passe-bande proposée par Christiano et Fitzgerald
G 9705	R & D Investment, Patent Life and Patent Value An Econometric Analysis at the Firm Level	G 9801	H. MICHAUDON - C. PRIGENT Présentation du modèle AMADEUS	G 9904	B. CREPON - N. IUNG Innovation, emploi et performances	G 2000/04	Bilan des activités de la DESE - 1999
G 9706	M. HOUDEBINE - A. TOPIOL-BENSAÏD Les entreprises internationales en France : une analyse à partir de données individuelles	G 9802	J. ACCARDO Une étude de comptabilité génératiomelle pour la France en 1996	G 9905	B. CREPON - Ch. GIANELLA Wages inequalities in France 1969-1992 An application of quantile regression techniques	G 2000/05	B. CREPON - F. ROSENWALD Investissement et contraintes de financement : le poids du cycle
G 9707	M. HOUDEBINE Polarisation des activités et spécialisation des départements en France	G 9803	X. BONNET - S. DUCHÈNE Apports et limites de la modélisation « Real Business Cycles »	G 9906	C. BONNET - R. MAHIEU Microsimulation techniques applied to inter-generational transfers - Pensions in a dynamic framework: the case of France	G 2000/06	A. FLIPO Les comportements matrimoniaux de fait
G 9708	E. DUGUET - N. GREENAN Le biais technologique : une analyse sur données individuelles	G 9804	C. BARLET - C. DUGUET - D. GOUX - A. ZILBERBERG The Commercial Success of Innovations An econometric analysis at the firm level in French manufacturing	G 9907	F. ROSENWALD L'impact des contraintes financières dans la décision d'investissement	G 2000/07	R. MAHIEU - B. SÉDILLOT Microsimulations of the retirement decision: a supply side approach
G 9709	J.L. BRILLET Analyzing a small French ECM Model	G 9805	P. CAHUC - Ch. GIANELLA - D. GOUX - A. ZILBERBERG Equalizing Wage Differences and Bargaining Power - Evidence from a Panel of French Firms	G 9908	Bilan des activités de la DESE - 1998	G 2000/08	C. AUDENIS - C. PROST Déficit conjoncturel : une prise en compte des conjonctures passées
G 9710	J.L. BRILLET Formalizing the transition process: scenarios for capital accumulation	G 9806	J. ACCARDO - M. JLASSI La productivité globale des facteurs entre 1975 et 1996	G 9909	J.P. ZOYEM Contrat d'insertion et sortie du RMI	G 2000/09	R. MAHIEU - B. SÉDILLOT Équivalent patrimonial de la rente et souscription de retraite complémentaire
G 9711	G. FORGEOT - J. GAUTIÉ Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclasssement			G 9910	Ch. COLIN - Fl. LEGROS - R. MAHIEU Bilans contributifs comparés des régimes de retraite du secteur privé et de la fonction publique	G 2000/10	R. DUHAUTOIS Ralentissement de l'investissement : petites ou grandes entreprises ? Industrie ou tertiaire ?
G 9712	E. DUBOIS High Real Interest Rates: the Consequence of a Saving Investment Disequilibrium or of an insufficient Credibility of Monetary Authorities?			G 9911	G. LAROQUE - B. SALANIÉ Une décomposition du non-emploi en France	G 2000/11	G. LAROQUE - B. SALANIÉ Temps partiel féminin et incitations financières à l'emploi
G 9713	Bilan des activités de la Direction des Études et Synthèses Économiques - 1996			G 9912	B. SALANIÉ Une maquette analytique de long terme du marché du travail	G2000/12	Ch. GIANELLA Local unemployment and wages

G 9807	Bilan des activités de la Direction des Études et Synthèses Économiques - 1997	G 9807	Bilan des activités de la Direction des Études et Synthèses Économiques - 1997	Bis	Une estimation de l'élasticité de l'emploi peu qualifié à son coût
G 9808	A. MOUROUGANE Can a Conservative Governor Conduct an Accommodative Monetary Policy?	G 9808	A. MOUROUGANE Can a Conservative Governor Conduct an Accommodative Monetary Policy?	G 9913	Division « Redistribution et Politiques Sociales » Le modèle de microsimulation dynamique DESTINIE
G 9809	X. BONNET - E. DUBOIS - L. FAUVET Asymétrie des inflations relatives et menus costs : tystère sur l'inflation française	G 9809	X. BONNET - E. DUBOIS - L. FAUVET Asymétrie des inflations relatives et menus costs : tystère sur l'inflation française	G 9914	E. DUGUET Macro-commandes SAS pour l'économétrie des panels et des variables qualitatives
G 9810	E. DUGUET - N. IUNG Sales and Advertising with Spillovers at the firm level: Estimation of a Dynamic Structural Model on Panel Data	G 9810	E. DUGUET - N. IUNG Sales and Advertising with Spillovers at the firm level: Estimation of a Dynamic Structural Model on Panel Data	G 9915	R. DUHAUTOIS Évolution des flux d'emplois en France entre 1990 et 1996 : une étude empirique à partir du fichier des bénéficiaires réels normaux (BRN)
G 9811	J.P. BERTHIER Congestion urbaine : un modèle de trafic de pointe à courbe débit-vitesse et demande élastique	G 9811	J.P. BERTHIER Congestion urbaine : un modèle de trafic de pointe à courbe débit-vitesse et demande élastique	G 9916	J.Y. FOURNIER Extraction du cycle des affaires : la méthode de Baxter et King
G 9812	C. PRIGENT La part des salaires dans la valeur ajoutée : une approche macroéconomique	G 9812	C. PRIGENT La part des salaires dans la valeur ajoutée : une approche macroéconomique	G 9917	B. CRÉPON - R. DESPLATZ - J. MAIRESSE Estimating price cost margins, scale economies and workers' bargaining power at the firm level
G 9813	A.Th. AERTS L'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée en France reflète-t-elle les évolutions individuelles sur la période 1979-1994 ?	G 9813	A.Th. AERTS L'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée en France reflète-t-elle les évolutions individuelles sur la période 1979-1994 ?	G 9918	Ch. GIANELLA - Ph. LAGARDE Productivity of hours in the aggregate production function: an evaluation on a panel of French firms from the manufacturing sector
G 9814	B. SALANIÉ Guide pratique des séries non-stationnaires	G 9814	B. SALANIÉ Guide pratique des séries non-stationnaires	G 9919	S. AUDRIC - P. GIVORD - C. PROST Évolution de l'emploi et des coûts par qualification entre 1982 et 1996
G 9901	S. DUCHÈNE - A. JACQUOT Une croissance plus riche en emplois depuis le début de la décennie ? Une analyse en comparaison internationale	G 9901	S. DUCHÈNE - A. JACQUOT Une croissance plus riche en emplois depuis le début de la décennie ? Une analyse en comparaison internationale	G 2000/01	R. MAHIEU Les déterminants des dépenses de santé : une approche macroéconomique
G 9902	Ch. COLIN Modélisation des carrières dans Destinie	G 9902	Ch. COLIN Modélisation des carrières dans Destinie	G 2000/02	C. ALLARD-PRIGENT - H. GUILMEAU - A. QUINET The real exchange rate as the relative price of nontrables in terms of tradables: theoretical investigations and empirical study on French data
G 9903	Ch. COLIN Évolution de la dispersion des salaires : un essai de prospective par microsimulation	G 9903	Ch. COLIN Évolution de la dispersion des salaires : un essai de prospective par microsimulation	G 2000/03	J.-Y. FOURNIER L'approximation du filtre passe-bande proposée par Christiano et Fitzgerald
G 9904	B. CREPON - N. IUNG Innovation, emploi et performances	G 9904	B. CREPON - N. IUNG Innovation, emploi et performances	G 2000/04	Bilan des activités de la DESE - 1999
G 9905	B. CREPON - Ch. GIANELLA Wages inequalities in France 1969-1992 An application of quantile regression techniques	G 9905	B. CREPON - Ch. GIANELLA Wages inequalities in France 1969-1992 An application of quantile regression techniques	G 2000/05	B. CREPON - F. ROSENWALD Investissement et contraintes de financement : le poids du cycle
G 9906	C. BONNET - R. MAHIEU Microsimulation techniques applied to inter-generational transfers - Pensions in a dynamic framework: the case of France	G 9906	C. BONNET - R. MAHIEU Microsimulation techniques applied to inter-generational transfers - Pensions in a dynamic framework: the case of France	G 2000/06	A. FLIPO Les comportements matrimoniaux de fait
G 9907	F. ROSENWALD L'impact des contraintes financières dans la décision d'investissement	G 9907	F. ROSENWALD L'impact des contraintes financières dans la décision d'investissement	G 2000/07	R. MAHIEU - B. SÉDILLOT Microsimulations of the retirement decision: a supply side approach
G 9908	Bilan des activités de la DESE - 1998	G 9908	Bilan des activités de la DESE - 1998	G 2000/08	C. AUDENIS - C. PROST Déficit conjoncturel : une prise en compte des conjonctures passées
G 9909	J.P. ZOYEM Contrat d'insertion et sortie du RMI	G 9909	J.P. ZOYEM Contrat d'insertion et sortie du RMI	G 2000/09	R. MAHIEU - B. SÉDILLOT Équivalent patrimonial de la rente et souscription de retraite complémentaire
G 9910	Ch. COLIN - Fl. LEGROS - R. MAHIEU Bilans contributifs comparés des régimes de retraite du secteur privé et de la fonction publique	G 9910	Ch. COLIN - Fl. LEGROS - R. MAHIEU Bilans contributifs comparés des régimes de retraite du secteur privé et de la fonction publique	G 2000/10	R. DUHAUTOIS Ralentissement de l'investissement : petites ou grandes entreprises ? Industrie ou tertiaire ?
G 9911	G. LAROQUE - B. SALANIÉ Une décomposition du non-emploi en France	G 9911	G. LAROQUE - B. SALANIÉ Une décomposition du non-emploi en France	G 2000/11	G. LAROQUE - B. SALANIÉ Temps partiel féminin et incitations financières à l'emploi
G 9912	B. SALANIÉ Une maquette analytique de long terme du marché du travail	G 9912	B. SALANIÉ Une maquette analytique de long terme du marché du travail		
G 9912	Ch. GIANELLA Local unemployment and wages	G 9912	Ch. GIANELLA Local unemployment and wages		

G2000/13	B. CREPON - Th. HECKEL - Informatisation en France : une évaluation à partir de données individuelles - Computerization in France: an evaluation based on individual company data F. LEQUILLER - La nouvelle économie et la mesure de la croissance du PIB - The new economy and the measurement of GDP growth S. AUDRIC La reprise de la croissance de l'emploi profite-t-elle aussi aux non-diplômés ? I. BRAJUN-LEMAIRE Évolution et répartition du surplus de productivité A. BEAUDU - Th. HECKEL Le canal du crédit fonctionne-t-il en Europe ? Une étude de l'hétérogénéité des comportements d'investissement à partir de données de bilan agrégées C. AUDENIS - P. BISCOURP - N. FOURCADE - O. LOISEL Testing the augmented Slow growth model: An empirical reassessment using panel data R. MAHIEU - B. SÉDILLOT Départ à la retraite, irréversibilité et incertitude Bilan des activités de la DESE - 2000 J. Ph. GAUDEMET Les dispositifs d'acquisition à titre facultatif d'annuités viagères de retraite B. CRÉPON - Ch. GIANELLA Fiscalité, coût d'usage du capital et demande de facteurs : une analyse sur données individuelles B. CRÉPON - R. DESPLATZ Évaluation des effets des dispositifs d'allègements de charges sociales sur les bas salaires J.-Y. FOURNIER Comparaison des salaires des secteurs public et privé J.-P. BERTHIER - C. JAULENT R. CONNEVOLE - S. PISANI Une méthodologie de comparaison entre consommations intermédiaires de source fiscale et de comptabilité nationale P. BISCOURP - Ch. GIANELLA Substitution and complementarity between capital, skilled and less skilled workers: an analysis at the firm level in the French manufacturing industry I. ROBERT-BOBÉE Modelling demographic behaviours in the French microsimulation model Destinie: An analysis of future change in completed fertility J.-P. ZOYEM Diagnostic sur la pauvreté et calendrier des revenus : le cas du "Panel européen des ménages » J.-Y. FOURNIER - P. GIVORD La réduction des taux d'activité aux âges extrêmes, une spécificité française ?
G2001/01	
G2001/02	
G2001/03	
G2001/04	
G2001/05	
G2001/06	
G2001/07	
G2001/08	
G2001/09	
G2001/10	
G2001/11	
G2001/12	
G2001/13	
G2001/14	
G2001/15	
G2001/16	

G2001/17	C. AUDENIS - P. BISCOURP - N. RIEDINGER Existe-t-il une asymétrie dans la transmission du prix du brut aux prix des carburants ? F. MAGNIEN - J.-L. TAVERNIER - D. THESMAR Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats Bilan des activités de la DESE - 2001 B. SÉDILLOT - E. WALRAET La cessation d'activité au sein des couples : y a-t-il interdépendance des choix ? G. BRILHAULT - Rétropolation des séries de FBCF et calcul du capital fixe en SEC-95 dans les comptes nationaux français - Retropolation of the investment series (GFCF) and estimation of fixed capital stocks on the ESA-95 basis for the French balance sheets P. BISCOURP - B. CRÉPON - T. HECKEL - N. RIEDINGER How do firms respond to cheaper computers? Microeconomic evidence for France based on a production function approach C. AUDENIS - J. DEROYON - N. FOURCADE L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'économie française - un bouclage macro-économique J. BARDAJ - B. SÉDILLOT - E. WALRAET Évaluation de trois réformes du Régime Général de microsimulation DESTINIE J.-P. BERTHIER Réflexions sur les différentes notions de volume dans les comptes nationaux : comptes aux prix d'une année fixe ou aux prix de l'année précédente, séries chaînées F. HILD Les soldes d'opinion résumement-ils au mieux les réponses des entreprises aux enquêtes de conjoncture ? I. ROBERT-BOBÉE Les comportements démographiques dans le modèle de microsimulation Destinie - Une comparaison des estimations issues des enquêtes Jeunes et Carrières 1997 et Histoire Familiale 1999 J.-P. ZOYEM La dynamique des bas revenus : une analyse des entrées-sorties de pauvreté F. HILD Prévisions d'inflation pour la France M. LECLAIR Réduction du temps de travail et tensions sur les facteurs de production E. WALRAET - A. VINCENT - Analyse de la redistribution intragénérationnelle dans le système de retraite des salariés du privé - Une approche par microsimulation - Intragenerational distributional analysis in the french private sector pension scheme - A microsimulation approach
G2002/01	
G2002/02	
G2002/03	
G2002/04	
G2002/05	
G2002/06	
G2002/07	
G2002/08	
G2002/09	
G2002/10	
G2002/11	
G2002/12	
G2002/13	
G2002/14	

G2002/15	P. CHONE - D. LE BLANC - I. ROBERT-BOBÉE Offre de travail féminine et garde des jeunes enfants F. MAUREL - S. GREGOIR Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites N. RIEDINGER - E. HAUVY Le coût de dépollution atmosphérique pour les entreprises françaises : Une estimation à partir de données individuelles P. BISCOURP et F. KRAMARZ Création d'emplois, destruction d'emplois et internationalisation des entreprises industrielles françaises : une analyse sur la période 1986-1992 Bilan des activités de la DESE - 2002 P.-O. BEFFY - J. DEROYON - N. FOURCADE - S. GREGOIR - N. LAÏB - B. MONFORT Évolutions démographiques et croissance : une projection macro-économique à l'horizon 2020 P. AUBERT La situation des salariés de plus de cinquante ans dans le secteur privé P. AUBERT - B. CRÉPON Age, salaire et productivité La productivité des salariés décline-t-elle en fin de carrière ? H. BARON - P. O. BEFFY - N. FOURCADE - R. MAHIEU Le ralentissement de la productivité du travail au cours des années 1990 P.-O. BEFFY - B. MONFORT Patrimoine des ménages, dynamique d'allocation et comportement de consommation P. BISCOURP - N. FOURCADE Peut-on mettre en évidence l'existence de rigidités à la baisse des salaires à partir de données individuelles ? Le cas de la France à la fin des années 90 M. LECLAIR - P. PETIT Présence syndicale dans les firmes : quel impact sur les inégalités salariales entre les hommes et les femmes ? P.-O. BEFFY - X. BONNET - M. DARRACQ-PARIES - B. MONFORT MZE: a small macro-model for the euro area P. AUBERT - M. LECLAIR La compétitivité exprimée dans les enquêtes trimestrielles sur la situation et les perspectives dans l'industrie M. DUÉE - C. REBILLARD La dépendance des personnes âgées : une projection à long terme S. RASPILLER - N. RIEDINGER Régulation environnementale et choix de localisation des groupes français A. NABOULET - S. RASPILLER Les déterminants de la décision d'investir : une approche par les perceptions subjectives des firmes
G2002/16	
G2003/01	
G2003/02	
G2003/03	
G2003/04	
G2003/05	
G2003/06	
G2003/07	
G2003/08	
G2003/09	
G2003/10	
G2003/11	
G2004/01	
G2004/02	
G2004/03	
G2004/04	

G2004/05	N. RAGACHE La déclaration des enfants par les couples non mariés est-elle fiscalement optimale ? M. DUÉE L'impact du chômage des parents sur le devenir scolaire des enfants P. AUBERT - E. CAROLI - M. ROGER New Technologies, Workplace Organisation and the Age Structure of the Workforce: Firm-Level Evidence E. DUGUET - C. LELARGE Les brevets accroissent-ils les incitations privées à innover ? Un examen microéconométrique S. RASPILLER - P. SILLARD Affiliating versus Subcontracting: the Case of Multinationals J. BOISSINOT - C. L'ANGEVIN - B. MONFORT Public Debt Sustainability: Some Results on the French Case S. ANANIAN - P. AUBERT Travailleurs âgés, nouvelles technologies et changements organisationnels : un réexamen à partir de l'enquête « REPONSE » X. BONNET - H. PONCET Structures de revenus et pensions différentes à consommer - Vers une équation de consommation des ménages plus robuste en prévision pour la France C. PICART Évaluer la rentabilité des sociétés non financières J. BARDAJ - B. SÉDILLOT - E. WALRAET Les retraites du secteur public : projections à l'horizon 2040 à l'aide du modèle de microsimulation DESTINIE S. BUFFETEAU - P. GODEFROY Conditions de départ en retraite selon l'âge de fin d'études : analyse prospective pour les générations 1945 à 1974 C. AFSA - S. BUFFETEAU L'évolution de l'activité féminine en France : une approche par pseudo-panel P. AUBERT - P. SILLARD Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française M. LECLAIR - S. ROUX Mesure et utilisation des emplois instables dans les entreprises C. L'ANGEVIN - S. SERRAVALLE Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne - Une analyse par secteur et destination géographique Bilan des activités de la Direction des Études et Synthèses Économiques - 2004 S. RASPILLER La concurrence fiscale : principaux enseignements de l'analyse économique C. L'ANGEVIN - N. LAÏB Éducation et croissance en France et dans un panel de 21 pays de l'OCDE
G2004/06	
G2004/07	
G2004/08	
G2004/09	
G2004/10	
G2004/11	
G2004/12	
G2004/13	
G2004/14	
G2005/01	
G2005/02	
G2005/03	
G2005/04	
G2005/05	
G2005/06	
G2005/07	
G2005/08	

G2005/09	N. FERRARI Prévoir l'investissement des entreprises Un indicateur des révisions dans l'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie.	G2006/10	C. AFSA L'estimation d'un coût implicite de la pénibilité du travail chez les travailleurs âgés	G2008/02	P. BISCUY - X. BOUTIN - T. VERGÉ The Effects of Retail Regulations on Prices Evidence from the Loi Galland	G2009/07	S. QUANTIN - S. RASPILLER - S. SERRAVALLE Commerce intragroupe, fiscalité et prix de transferts : une analyse sur données françaises
G2005/10	P.-O. BEFFY - C. L'ANGEVIN Chômage et boucle prix-salaires : apport d'un modèle « qualifiés/peu qualifiés »	G2006/11	C. LELARGE Les entreprises (industrielles) françaises sont-elles à la frontière technologique ?	G2008/03	Y. BARBESOL - A. BRIANT Économies d'agglomération et productivité des entreprises : estimation sur données individuelles françaises	G2009/08	M. CLERC - V. MARCUS Élasticités-prix des consommations énergétiques des ménages
G2005/11	B. HEITZ A two-states Markov-switching model of inflation in France and the USA: credible target VS inflation spiral	G2006/12	O. BIAU - N. FERRARI Théorie de l'opinion Faut-il pondérer les réponses individuelles ?	G2008/04	D. BLANCHET - F. LE GALLO Les projections démographiques : principaux mécanismes et retour sur l'expérience française	G2009/09	G. LALANNE - E. POULIQUEN - O. SIMON Prix du pétrole et croissance potentielle à long terme
G2005/12	O. BIAU - H. ERKEL-ROUSSE - N. FERRARI Réponses individuelles aux enquêtes de conjoncture et prévision macroéconomiques. Exemple de la prévision de la production manufacturière	G2006/13	A. KOUBI - S. ROUX Une réinterprétation de la relation entre productivité et inégalités salariales dans les entreprises	G2008/05	D. BLANCHET - F. TOULLEMONDE Évolutions démographiques et déformation du cycle de vie active : quelles relations ?	G2009/10	D. BLANCHET - J. LE CACHEUX - V. MARCUS Adjusted net savings and other approaches to sustainability: some theoretical background
G2005/13	P. AUBERT - D. BLANCHET - D. BLAU The labour market after age 50: some elements of a Franco-American comparison	G2006/14	R. RATHÉLOT - P. SILLARD The impact of local taxes on plants location decision	G2008/06	M. BARLET - D. BLANCHET - L. CRUSSON Internationalisation et flux d'emplois : que dit une approche comptable ?	G2009/11	V. BELLAMY - G. CONSALES - M. FESSEAU - S. LE LAIDIER - É. RAYNAUD Une décomposition du compte des ménages de la comptabilité nationale par catégorie de ménage en 2003
G2005/14	D. BLANCHET - T. DEBRAND - P. DOURGNON - P. POLLET L'enquête SHARE : présentation et premiers résultats de l'édition française	G2006/15	L. GONZALEZ - C. PICART Diversification, recentrage et poids des activités de support dans les groupes (1993-2000)	G2008/07	C. LELARGE - D. SRAER - D. THESMAR Entrepreneurship and Credit Constraints - Evidence from a French Loan Guarantee Program	G2009/12	J. BARDAJ - F. TALLET Detecting Economic Regimes in France: a Qualitative Markov-Switching Indicator Using Mixed Frequency Data
G2005/15	M. DUÉE La modélisation des comportements démographiques dans le modèle de microsimulation DESTINE	G2007/01	D. SRAER Allègements de cotisations patronales et dynamique salariale	G2008/08	X. BOUTIN - L. JANIN Are Prices Really Affected by Mergers?	G2009/13	R. AEBERHARDT - D. FOUGÈRE - R. RATHÉLOT Discrimination à l'embauche : comment exploiter les procédures de testing ?
G2005/16	H. RAOUJ - S. ROUX Étude de simulation sur la participation versée aux salariés par les entreprises	G2007/02	V. ALBOUY - L. LEQUIEN Les rendements non monétaires de l'éducation : le cas de la santé	G2008/09	M. BARLET - A. BRIANT - L. CRUSSON Concentration géographique dans l'industrie manufacturière et dans les services en France : une approche par un indicateur en continu	G2009/14	Y. BARBESOL - P. GIVORD - S. QUANTIN Partage de la valeur ajoutée, approche par données microéconomiques
G2006/01	C. BONNET - S. BUFFETEAU - P. GODEFROY Disparités de retraite de droit direct entre hommes et femmes : quelles évolutions ?	G2007/03	D. BLANCHET - T. DEBRAND Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne	G2008/10	M. BEFFY - É. COUDIN - R. RATHÉLOT Who is confronted to insecure labor market histories? Some evidence based on the French labor market transition	G2009/15	I. BUONO - G. LALANNE The Effect of the Uruguay round on the Intensive and Extensive Margins of Trade
G2006/02	C. PICART Les gazelles en France	G2007/04	M. BARLET - L. CRUSSON Quel impact des variations du prix du pétrole sur la croissance française ?	G2008/11	M. ROGER - E. WALRAET Social Security and Well-Being of the Elderly: the Case of France	G2010/01	C. MINODIER Avantages comparés des séries des premières valeurs publiées et des séries des valeurs révisées - Un exercice de prévision en temps réel de la croissance trimestrielle du PIB en France
G2006/03	P. AUBERT - B. CRÉPON - P. ZAMORA Le rendement apparent de la formation continue dans les entreprises : effets sur la productivité et les salaires	G2007/05	C. PICART Flux d'emploi et de main-d'œuvre en France : un réexamen	G2008/12	C. AFSA Analyser les composantes du bien-être et de son évolution	G2010/02	V. ALBOUY - L. DAVEZIES - T. DEBRAND Health Expenditure Models: a Comparison of Five Specifications using Panel Data
G2006/04	J.-F. OUVRRARD - R. RATHÉLOT Demographic change and unemployment: what do macroeconomic models predict?	G2007/06	V. ALBOUY - C. TAVAN Massification et démocratisation de l'enseignement supérieur en France	G2008/13	M. BARLET - D. BLANCHET - T. LE BARBANCHON Microsimuler le marché du travail : un prototype	G2010/03	C. KLEIN - O. SIMON Le modèle MESANGE réestimé en base 2000 Tome 1 – Version avec volumes à prix constants
G2006/05	D. BLANCHET - J.-F. OUVRRARD Indicateurs d'engagements implicites des systèmes de retraite : chiffrages, propriétés analytiques et réactions à des chocs démographiques types	G2007/07	T. LE BARBANCHON The Changing response to oil price shocks in France: a DSGE type approach	G2009/01	P.-A. PIONNIER Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2007	G2010/04	M.-É. CLERC - É. COUDIN L'IPC, miroir de l'évolution du coût de la vie en France ? Ce qu'apporte l'analyse des courbes d'Engel
G2006/06	G. BIAU - O. BIAU - L. ROUVIERE Nonparametric Forecasting of the Manufacturing Output Growth with Firm-level Survey Data	G2007/08	T. CHANEY - D. SRAER - D. THESMAR Collateral Value and Corporate Investment Evidence from the French Real Estate Market	G2009/02	Laurent LAVEL - Christelle MINODIER A Monthly Indicator of the French Business Climate	G2010/05	N. CECH-RENAUD - P.-A. CHEVALIER Les seuls de 10, 20 et 50 salariés : impact sur la taille des entreprises françaises
G2006/07	C. AFSA - P. GIVORD Le rôle des conditions de travail dans les absences pour maladie	G2007/09	J. BOISSINOT Consumption over the Life Cycle: Facts for France	G2009/03	H. ERKEL-ROUSSE - C. MINODIER Do Business Tendency Surveys in Industry and Services Help in Forecasting GDP Growth? A Real-Time Analysis on French Data	G2010/06	R. AEBERHARDT - J. POUGET National Origin Differences in Wages and Hierarchical Positions - Evidence on French Full-Time Male Workers from a matched Employer-Employee Dataset
G2006/08	P. SILLARD - C. L'ANGEVIN - S. SERRAVALLE Performances comparées à l'exportation de la France et de ses principaux partenaires Une analyse structurelle sur 12 ans	G2007/10	C. AFSA Interpréter les variables de satisfaction : l'exemple de la durée du travail	G2009/04	P. GIVORD - L. WILNER Les contrats temporaires : trappe ou marchepied vers l'emploi stable ?	G2010/07	S. BLASCO - P. GIVORD S. BLASCO - P. GIVORD Les trajectoires professionnelles en début de vie active : quel impact des contrats temporaires ?
G2006/09	X. BOUTIN - S. QUANTIN Une méthodologie d'évaluation comptable du coût du capital des entreprises françaises : 1984-2002	G2007/11	R. RATHÉLOT - P. SILLARD Zones Franches Urbaines : quels effets sur l'emploi salarié et les créations d'établissements ?	G2009/05	G. LALANNE - P.-A. PIONNIER - O. SIMON Le partage des fruits de la croissance de 1950 à 2008 : une approche par les comptes de surplus	G2010/08	P. GIVORD Méthodes économétriques pour l'évaluation de politiques publiques

G2006/10	C. AFSA L'estimation d'un coût implicite de la pénibilité du travail chez les travailleurs âgés	G2008/02	P. BISCUY - X. BOUTIN - T. VERGÉ The Effects of Retail Regulations on Prices Evidence from the Loi Galland	G2009/07	S. QUANTIN - S. RASPILLER - S. SERRAVALLE Commerce intragroupe, fiscalité et prix de transferts : une analyse sur données françaises
G2006/11	C. LELARGE Les entreprises (industrielles) françaises sont-elles à la frontière technologique ?	G2008/03	Y. BARBESOL - A. BRIANT Économies d'agglomération et productivité des entreprises : estimation sur données individuelles françaises	G2009/08	M. CLERC - V. MARCUS Élasticités-prix des consommations énergétiques des ménages
G2006/12	O. BIAU - N. FERRARI Théorie de l'opinion Faut-il pondérer les réponses individuelles ?	G2008/04	D. BLANCHET - F. LE GALLO Les projections démographiques : principaux mécanismes et retour sur l'expérience française	G2009/09	G. LALANNE - E. POULIQUEN - O. SIMON Prix du pétrole et croissance potentielle à long terme
G2006/13	A. KOUBI - S. ROUX Une réinterprétation de la relation entre productivité et inégalités salariales dans les entreprises	G2008/05	D. BLANCHET - F. TOULLEMONDE Évolutions démographiques et déformation du cycle de vie active : quelles relations ?	G2009/10	D. BLANCHET - J. LE CACHEUX - V. MARCUS Adjusted net savings and other approaches to sustainability: some theoretical background
G2006/14	R. RATHÉLOT - P. SILLARD The impact of local taxes on plants location decision	G2008/06	M. BARLET - D. BLANCHET - L. CRUSSON Internationalisation et flux d'emplois : que dit une approche comptable ?	G2009/11	V. BELLAMY - G. CONSALES - M. FESSEAU - S. LE LAIDIER - É. RAYNAUD Une décomposition du compte des ménages de la comptabilité nationale par catégorie de ménage en 2003
G2006/15	L. GONZALEZ - C. PICART Diversification, recentrage et poids des activités de support dans les groupes (1993-2000)	G2008/07	C. LELARGE - D. SRAER - D. THESMAR Entrepreneurship and Credit Constraints - Evidence from a French Loan Guarantee Program	G2009/12	J. BARDAJ - F. TALLET Detecting Economic Regimes in France: a Qualitative Markov-Switching Indicator Using Mixed Frequency Data
G2007/01	D. SRAER Allègements de cotisations patronales et dynamique salariale	G2008/08	X. BOUTIN - L. JANIN Are Prices Really Affected by Mergers?	G2009/13	R. AEBERHARDT - D. FOUGÈRE - R. RATHÉLOT Discrimination à l'embauche : comment exploiter les procédures de testing ?
G2007/02	V. ALBOUY - L. LEQUIEN Les rendements non monétaires de l'éducation : le cas de la santé	G2008/09	M. BARLET - A. BRIANT - L. CRUSSON Concentration géographique dans l'industrie manufacturière et dans les services en France : une approche par un indicateur en continu	G2009/14	Y. BARBESOL - P. GIVORD - S. QUANTIN Partage de la valeur ajoutée, approche par données microéconomiques
G2007/03	D. BLANCHET - T. DEBRAND Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne	G2008/10	M. BEFFY - É. COUDIN - R. RATHÉLOT Who is confronted to insecure labor market histories? Some evidence based on the French labor market transition	G2009/15	I. BUONO - G. LALANNE The Effect of the Uruguay round on the Intensive and Extensive Margins of Trade
G2007/04	M. BARLET - L. CRUSSON Quel impact des variations du prix du pétrole sur la croissance française ?	G2008/11	M. ROGER - E. WALRAET Social Security and Well-Being of the Elderly: the Case of France	G2010/01	C. MINODIER Avantages comparés des séries des premières valeurs publiées et des séries des valeurs révisées - Un exercice de prévision en temps réel de la croissance trimestrielle du PIB en France
G2007/05	C. PICART Flux d'emploi et de main-d'œuvre en France : un réexamen	G2008/12	C. AFSA Analyser les composantes du bien-être et de son évolution	G2010/02	V. ALBOUY - L. DAVEZIES - T. DEBRAND Health Expenditure Models: a Comparison of Five Specifications using Panel Data
G2007/06	V. ALBOUY - C. TAVAN Massification et démocratisation de l'enseignement supérieur en France	G2009/01	P.-A. PIONNIER Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2007	G2010/03	C. KLEIN - O. SIMON Le modèle MESANGE réestimé en base 2000 Tome 1 – Version avec volumes à prix constants
G2007/07	T. LE BARBANCHON The Changing response to oil price shocks in France: a DSGE type approach	G2009/02	Laurent LAVEL - Christelle MINODIER A Monthly Indicator of the French Business Climate	G2010/04	M.-É. CLERC - É. COUDIN L'IPC, miroir de l'évolution du coût de la vie en France ? Ce qu'apporte l'analyse des courbes d'Engel
G2007/08	T. CHANEY - D. SRAER - D. THESMAR Collateral Value and Corporate Investment Evidence from the French Real Estate Market	G2009/03	H. ERKEL-ROUSSE - C. MINODIER Do Business Tendency Surveys in Industry and Services Help in Forecasting GDP Growth? A Real-Time Analysis on French Data	G2010/05	N. CECH-RENAUD - P.-A. CHEVALIER Les seuls de 10, 20 et 50 salariés : impact sur la taille des entreprises françaises
G2007/09	J. BOISSINOT Consumption over the Life Cycle: Facts for France	G2009/04	P. GIVORD - L. WILNER Les contrats temporaires : trappe ou marchepied vers l'emploi stable ?	G2010/06	R. AEBERHARDT - J. POUGET National Origin Differences in Wages and Hierarchical Positions - Evidence on French Full-Time Male Workers from a matched Employer-Employee Dataset
G2007/10	C. AFSA Interpréter les variables de satisfaction : l'exemple de la durée du travail	G2009/05	G. LALANNE - P.-A. PIONNIER - O. SIMON Le partage des fruits de la croissance de 1950 à 2008 : une approche par les comptes de surplus	G2010/07	S. BLASCO - P. GIVORD S. BLASCO - P. GIVORD Les trajectoires professionnelles en début de vie active : quel impact des contrats temporaires ?
G2007/11	R. RATHÉLOT - P. SILLARD Zones Franches Urbaines : quels effets sur l'emploi salarié et les créations d'établissements ?	G2009/06	L. DAVEZIES - X. D'HAULTFOUILLE Faut-il pondérer ?... Ou l'éternelle question de l'économètre confronté à des données d'enquête	G2010/08	P. GIVORD Méthodes économétriques pour l'évaluation de politiques publiques

G2010/09	P.-Y. CABANNES - V. LAPEÈQUE - E. POULIQUEN - M. BEFFY - M. GAINI Quelle croissance de moyen terme après la crise ?	G2011/07	M. CLERC - M. GAINI - D. BLANCHET Recommendations of the Stiglitz-Sen-Fitoussi Report: A few illustrations	G2012/08	A. EIDELMAN - F. LANGUMIER - A. VICARD Prélèvements obligatoires reposant sur les ménages : des canaux redistributifs différents en 1990 et 2010	G2013/11	P. CHONÉ - F. EVAÏN - L. WILNER - E. YILMAZ Introducing activity-based payment in the hospital industry : Evidence from French data
G2010/10	I. BUONO - G. LALANNE La réaction des entreprises françaises à la baisse des tarifs douaniers étrangers	G2011/08	M. BACHELET - M. BEFFY - D. BLANCHET Projetter l'impact des réformes des retraites sur l'activité des 55 ans et plus : une comparaison de trois modèles	G2012/09	O. BARGAIN - A. VICARD Le RMI et son successeur le RSA découragent-ils certains jeunes de travailler ? Une analyse sur les jeunes autour de 25 ans	G2013/12	C. GRISLAIN-LETREMY Natural Disasters: Exposure and Underinsurance
G2010/11	R. RATHELOT - P. SILLARD L'apport des méthodes à noyaux pour mesurer la concentration géographique - Application à la concentration des immigrés en France de 1968 à 1999	G2011/09	C. LOUVOT-RUNAVOT L'évaluation de l'activité dissimulée des entreprises sur la base des contrôles fiscaux et son insertion dans les comptes nationaux	G2012/10	C. MARBOT - D. ROY Projections du coût de l'APA et des caractéristiques de ses bénéficiaires à l'horizon 2040 à l'aide du modèle Destinie	G2013/13	P.-Y. CABANNES - V. COTTET - Y. DUBOIS - C. LELARGE - M. SICSC French Firms in the Face of the 2008/2009 Crisis
G2010/12	M. BARATON - M. BEFFY - D. FOUGERE Une évaluation de l'effet de la réforme de 2003 sur les départs en retraite - Le cas des enseignants du second degré public	G2011/10	A. SCHREIBER - A. VICARD La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008	G2012/11	A. MAUROUX Le crédit d'impôt dédié au développement durable : une évaluation économétrique	G2013/14	A. POISSONNIER - D. ROY Households Satellite Account for France in 2010. Methodological issues on the assessment of domestic production
G2010/13	D. BLANCHET - S. BUFFETEAU - E. CRENNER - S. LE MINEZ Le modèle de microsimulation Destinie 2 : principales caractéristiques et premiers résultats	G2011/11	M.-É. CLERC - O. MONSO - E. POULIQUEN Les inégalités entre générations depuis le baby-boom	G2012/12	V. COTTET - S. QUANTIN - V. REGNIER Coût du travail et allègements de charges : une estimation au niveau établissement de 1996 à 2008	G2014/01	M. BACHELET - A. LEDUC - A. MARINO Les biographies du modèle Destinie II : rebasage et projection
G2010/14	D. BLANCHET - E. CRENNER Le bloc retraites du modèle Destinie 2 : guide de l'utilisateur	G2011/12	C. MARBOT - D. ROY Évaluation de la transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile en 2007	G2012/13	X. D'HAULTFOEUILLE - P. FÉVRIER - L. WILNER Demand Estimation in the Presence of Revenue Management	G2014/02	B. GARBINTI L'achat de la résidence principale et la création d'entreprises sont-ils favorisés par les donations et héritages ?
G2010/15	M. BARLET - L. CRUSSON - S. DUPUCH - F. PUECH Des services échangés aux services échangeables : une application sur données françaises	G2011/13	P. GIVORD - R. RATHELOT - P. SILLARD Place-based tax exemptions and déplacement effects : An evaluation of the Zones Franches Urbaines program	G2012/14	D. BLANCHET - S. LE MINEZ Joint macro/micro evaluations of accrued-to-date pension liabilities: an application to French reforms	G2014/03	N. CECI-RENAUD - P. CHARNOZ - M. GAINI Évolution de la volatilité des revenus salariaux du secteur privé en France depuis 1968
G2010/16	M. BEFFY - T. KAMIONKA Public-private wage gaps: is civil-servant human capital sector-specific?	G2011/14	X. D'HAULTFOEUILLE - P. GIVORD - X. BOUTIN The Environmental Effect of Green Taxation: the Case of the French "Bonus/Malus"	G2013/01-F1301	T. DEROYON - A. MONTAUT - P.-A. PIONNIER Utilisation rétrospective de l'enquête Emploi à une fréquence mensuelle : apport d'une modélisation espace-état	G2014/04	P. AUBERT Modalités d'application des réformes des retraités et prévisibilité du montant de pension
G2010/17	P.-Y. CABANNES - H. ERKEL-ROUSSE - G. LALANNE - O. MONSO - E. POULIQUEN Le modèle Mésange réestimé en base 2000 Tome 2 - Version avec volumes à prix chaînés	G2011/15	M. BARLET - M. CLERC - M. GARNEO - V. LAPEÈQUE - V. MARCUS La nouvelle version du modèle MZE, modèle macroéconométrique pour la zone euro	G2013/02-F1302	C. TREVIEN Habiter en HLM : quel avantage monétaire et quel impact sur les conditions de logement ?	G2014/05	C. GRISLAIN-LETREMY - A. KATOSSKY The Impact of Hazardous Industrial Facilities on Housing Prices: A Comparison of Parametric and Semiparametric Hedonic Price Models
G2010/18	R. AEBERHARDT - L. DAVEZIES Conditional Logit with one Binary Covariate: Link between the Static and Dynamic Cases	G2011/16	R. AEBERHARDT - I. BUONO - H. FADINGER Learning, Incomplete Contracts and Export Dynamics: Theory and Evidence from French Firms	G2013/03	A. POISSONNIER Temporal disaggregation of stock variables - The Chow-Lin method extended to dynamic models	G2014/06	J.-M. DAUSSIN-BENICHOU - A. MAUROUX Turning the heat up. How sensitive are households to fiscal incentives on energy efficiency investments?
G2011/01	T. LE BARBANCHON - B. OURLIAC - O. SIMON Les marchés du travail français et américain face aux chocs conjoncturels des années 1986 à 2007 : une modélisation DSGE	G2011/17	C. KERDRAIN - V. LAPEÈQUE Restrictive Fiscal Policies in Europe: What are the Likely Effects?	G2013/04	P. GIVORD - C. MARBOT Does the cost of child care affect female labor market participation? An evaluation of a French reform of childcare subsidies	G2014/07	C. LABONNE - G. LAMÉ Credit Growth and Capital Requirements: Binding or Not?
G2011/02	C. MARBOT Une évaluation de la réduction d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile	G2012/01	P. GIVORD - S. QUANTIN - C. TREVIEN A Long-Term Evaluation of the First Generation of the French Urban Enterprise Zones	G2013/05	G. LAME - M. LEQUIEN - P.-A. PIONNIER Interpretation and limits of sustainability tests in public finance	G2014/08	C. GRISLAIN-LETREMY et C. TREVIEN Sector: the French Example
G2011/03	L. DAVEZIES Modèles à effets fixes, à effets aléatoires, modèles mixtes ou multi-niveaux : propriétés et mises en œuvre des modélisations de l'hétérogénéité dans le cas de données groupées	G2012/02	N. CECI-RENAUD - V. COTTET Politique salariale et performance des entreprises	G2013/06	C. BELLEGO - V. DORTET-BERNADET La participation aux pôles de compétitivité : quelle incidence sur les dépenses de R&D et l'activité des PME et ETI ?	G2014/09	M. LEQUIEN et A. MONTAUT Croissance potentielle en France et en zone euro : un tour d'horizon des méthodes d'estimation
G2011/04	M. ROGER - M. WASMER Heterogeneity matters: labour productivity differentiated by age and skills	G2012/03	P. FÉVRIER - L. WILNER Do Consumers Correctly Expect Price Reductions? Testing Dynamic Behavior	G2013/07	P.-Y. CABANNES - A. MONTAUT - P.-A. PIONNIER Évaluer la productivité globale des facteurs en France : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail	G2014/10	B. GARBINTI - P. LAMARCHE Les hauts revenus épargnent-ils davantage ?
G2011/05	J.-C. BRICONGNE - J.-M. FOURNIER - V. LAPEÈQUE - O. MONSO De la crise financière à la crise économique L'impact des perturbations financières de 2007 et 2008 sur la croissance de sept pays industrialisés	G2012/04	M. GAINI - A. LEDUC - A. VICARD School as a shelter? School leaving-age and the business cycle in France	G2013/08	R. AEBERHARDT - C. MARBOT Evolution of instability on the French Labour Market During the Last Thirty Years	G2014/11	D. AUDENAERT - J. BARDAJ - R. LARDEUX - M. ORAND - M. SICSC Wage Resilience in France since the Great Recession
G2011/06	P. CHARNOZ - É. COUDIN - M. GAINI Wage inequalities in France 1976-2004: a quantile regression analysis	G2012/05	M. GAINI - A. LEDUC - A. VICARD A scarred generation? French evidence on young people entering into a tough labour market	G2013/09	J.-B. BERNARD - G. CLÉAUD Oil price: the nature of the shocks and the impact on the French economy	G2014/12	F. ARNAUD - J. BOUSSARD - A. POISSONNIER - H. SOULAL Computing additive contributions to growth and other issues for chain-linked quarterly aggregates
		G2012/06	P. AUBERT - M. BACHELET redistribution dans le système de retraite français	G2013/10	G. LAME Was there a « Greenspan Conundrum » in the Euro area?	G2014/13	H. FRAISSE - F. KRAMARZ - C. PROST Labor Disputes and Job Flows
		G2012/07	R. AEBERHARDT - P. GIVORD - C. MARBOT Spillover Effect of the Minimum Wage in France: An Unconditional Quantile Regression Approach				

G2014/14	P. GIVORD - C. GRISLAIN-LETREMY - H. NAEGELE How does fuel taxation impact new car purchases? An evaluation using French consumer-level dataset	G2015/16	J. BARDAJI - J.-C. BRICONGNE - B. CAMPAGNE - G. GAULIER Compared performances of French companies on the domestic and foreign markets
G2014/15	P. AUBERT - S. RABATÉ Durée passée en carrière et durée de vie en retraite : quel partage des gains d'espérance de vie ?	G2015/17	C. BELLÉGO - R. DE NIJS The redistributive effect of online piracy on the box office performance of American movies in foreign markets
G2015/01	A. POISSONNIER The walking dead Euler equation Addressing a challenge to monetary policy models	G2015/18	J.-B. BERNARD - L. BERTHET French households financial wealth: which changes in 20 years?
G2015/02	Y. DUBOIS - A. MARINO Indicateurs de rendement du système de retraite français	G2015/19	M. POULHÉS <i>Fenêtre sur Cour ou Chambre avec Vue ?</i> Les prix hédoniques de l'immobilier parisien
G2015/03	T. MAYER - C. TREVIEN The impacts of Urban Public Transportation: Evidence from the Paris Region	G2016/01	B. GARBINTI - S. GEORGES-KOT Time to smell the roses? Risk aversion, the timing of inheritance receipt, and retirement
G2015/04	S.T. LY - A. RIEGERT Measuring Social Environment Mobility	G2016/02	P. CHARNOZ - C. LELARGE - C. TREVIEN Communication Costs and the Internal Organization of Multi-Plant Businesses: Evidence from the Impact of the French High-Speed Rail
G2015/05	M. A. BEN HALIMA - V. HYAFIL-SOLELHAC M. KOUBI - C. REGAERT Quel est l'impact du système d'indemnisation maladie sur la durée des arrêts de travail pour maladie ?	G2016/03	C. BONNET - B. GARBINTI - A. SOLAZ Gender Inequality after Divorce: The Flip Side of Marital Specialization - Evidence from a French Administrative Database
G2015/06	Y. DUBOIS - A. MARINO Disparités de rendement du système de retraite dans le secteur privé : approches intergénérationnelle et intragénérationnelle	G2016/04	D. BLANCHET - E. CAROLI - C. PROST - M. ROGER Health capacity to work at older ages in France
G2015/07	B. CAMPAGNE - V. ALHENC-GELAS - J.-B. BERNARD No evidence of financial accelerator in France	G2016/05	B. CAMPAGNE - A. POISSONNIER MELEZE: A DSGE model for France within the Euro Area
G2015/08	Q. LAFFÈTER - M. PAK Élasticités des recettes fiscales au cycle économique : étude de trois impôts sur la période 1979-2013 en France	G2016/06	B. CAMPAGNE - A. POISSONNIER Laffer curves and fiscal multipliers: lessons from Méleze model
G2015/09	J.-M. DAUSSIN-BENICHOU, S. IDMACHICHE, A. LEDUC et E. POULIQUEN Les déterminants de l'attractivité de la fonction publique de l'État	G2016/07	B. CAMPAGNE - A. POISSONNIER Structural reforms in DSGE models: a case for sensitivity analyses
G2015/10	P. AUBERT La modulation du montant de pension selon la durée de carrière et l'âge de la retraite : quelles disparités entre assurés ?	G2016/08	Y. DUBOIS et M. KOUBI Relèvement de l'âge de départ à la retraite : quel impact sur l'activité des seniors de la réforme des retraites de 2010 ?
G2015/11	V. DORTET-BERNADET - M. SICISIC Effet des aides publiques sur l'emploi en R&D dans les petites entreprises	G2016/09	A. NAOUAS - M. ORAND - I. SLIMANI HOUTI Les entreprises employant des salariés au Smic : quelles caractéristiques et quelle rentabilité ?
G2015/12	S. GEORGES-KOT Annual and lifetime incidence of the value-added tax in France	G2016/10	T. BLANCHET - Y. DUBOIS - A. MARINO - M. ROGER Patrimoine privé et retraite en France
G2015/13	M. POULHÉS Are Enterprise Zones Benefits Capitalized into Commercial Property Values? The French Case		
G2015/14	J.-B. BERNARD - Q. LAFFÈTER Effet de l'activité et des prix sur le revenu salarial des différentes catégories socioprofessionnelles		
G2015/15	C. GEAY - M. KOUBI - G de LAGASNERIE Projections des dépenses de soins de ville, construction d'un module pour Destinée		